

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2375

4 septembre 2014

SOMMAIRE

Compagnie Financière et Boursière Luxembourgeoise S.A.	113963	Mobego S.A.	113958
Compagnie Financière et Boursière Luxembourgeoise S.A.	113959	Naedo S.à r.l.	113954
Constance Holding S.A. SPF	113959	Nesah S.A.	113954
Consulting & Estate Engineering SA	113964	Noah's Ark S.à r.l.	113955
CSCP Credit Holdings Luxco S.à r.l.	113963	Northern Stone S.A.	113956
CT GP Acquisition S.C.A.	113962	Nouvelle Radiocom S.à r.l.	113954
CTI Systems S.A.	113960	Novaluxco 2 S.A.	113958
CTP Property Lux S.à r.l.	113962	Oceana 71 S.à r.l.	113996
D.B.C.	113961	Odyssey Partners S.C.A. SICAR	113957
Delilah Europe Investments S.à r.l.	113960	OG AcquisitionCo 1 S.à r.l.	113958
Delta Spain S.à r.l., SICAR	113961	O.L. Holding S.à r.l.	113954
DELTA TRANSACTIONS (Holdings) SAH	113962	One 55 Fenchurch S.A.	113954
DNXCORP SE	113961	Oscar-1 S.à r.l.	113958
Dolphinus S.A.	113964	PayCash Europe S.A.	113964
East Capital (Lux) SCA, SICAV-SIF	113959	Pentair Luxembourg	113956
Euphorbia Invest S.A.	113963	Performance Parts S.à r.l.	113965
Findus Intermediary Holdings S.à r.l.	113966	Primo Gérances S.à r.l.	113998
IBEX Global Europe S.à r.l.	113956	P.T.R. Finances S.A.	113960
ICAP Luxembourg Holdings (No.2) S.à r.l.	114000	Société Anonyme des Eaux Minérales Ga- zéifiées de Beckerich S.A.	113965
Icetree S.à r.l.	113955	Société de Participation Financière Dalmi- ne Holding S.A.	113998
INA Holdings S.à r.l.	113956	Theta II S.à r.l.	113955
Intaj Luminus S.à r.l.	113994	Tipot S.à r.l.	113955
Interassurances Pauly & Lamby s.à r.l. ..	113997	Volans Investments S.A.	113999
INTRASOFT International S.A.	114000	WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV	113957
Luxembourg International Asset Manage- ment Group S.A./N.V.	113957		

Naedo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 156.009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090421/9.

(140107300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Nesah S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014090427/10.

(140107553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

O.L. Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 177.109.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 27 juin 2014.

Référence de publication: 2014090437/10.

(140107161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Nouvelle Radiocom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 26, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 66.956.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NOUVELLE RADIOCOM S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014090433/12.

(140106676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

One 55 Fenchurch S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 164.894.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2014.

ONE 55 FENCHURCH S.A.

Société Anonyme

Un mandataire

Référence de publication: 2014090448/13.

(140107609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Noah's Ark S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 298, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 87.760.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090430/9.

(140107388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Theta II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 172.207.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014091632/12.

(140108049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

Icetree S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 167.963.

Suite à la réunion du conseil de gérance de la Société en date du 20 mai 2014, la décision suivante a été prise:

1. Le siège social de la Société est transféré du 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg à partir du 1^{er} juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Icetree S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant de classe B

Référence de publication: 2014092107/15.

(140109751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.**Tipot S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 94.622.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 26 juin 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de la procédure de liquidation n° L-8232/12 de la société à responsabilité limitée TIPOT S.à.r.l., dont le siège social L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers a été dénoncé en date du 18 octobre 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B94622.

Ce même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Maître Julien BOECKLER

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014091635/18.

(140107945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

Northern Stone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 66.503.

Le bilan au 31 décembre 2013 et annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090432/9.

(140106571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Pentair Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.719.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 juin 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014090468/11.

(140107138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

IBEX Global Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue de Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 176.664.

Il résulte des résolutions du conseil de gérance de la Société en date du 24 juin 2014 que le siège social de la Société a été transféré du 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg au 9-11, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg avec effet au 24 juin 2014.

Le 1^{er} juillet 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014092115/14.

(140109909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

INA Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 175.250.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique de la Société prises en date du 26 juin 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes (traductin lui:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Kevin Fusco, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet au 27 juin 2014;

- de nommer la personne suivante avec effet au 27 juin 2014 et pour une durée indéterminée:

* Olufunke Audu, née le 2 octobre 1983 à Athens, Georgia (États-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Veillez également noter que Monsieur Brian Patterson réside désormais professionnellement au 375 Park Avenue, 12th Floor, New York, NY 10152, Etats-Unis d'Amérique.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014092121/20.

(140109646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Odyssey Partners S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 175.620.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.
Banque Domiciliataire

Référence de publication: 2014090441/12.

(140106620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Luxembourg International Asset Management Group S.A./N.V., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 176.183.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 10 juin 2014 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide de renouveler le mandat de ATWELL, 17, rue des Jardiniers à L-1835 Luxembourg, en tant que Commissaire aux Comptes pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2014.

Pour copie conforme
K. LOZIE / P. MOURRUAU
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014092183/14.

(140108741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 137.706.

Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung der WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV

Die Ordentliche Generalversammlung der WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV vom 27. Juni 2014 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wahl des Verwaltungsrates stellen sich:

- Herr Erhard Tschmelitsch (Vorsitzender)
- Frau Silke Büdinger (Mitglied)
- Herr Stephan M. Modler (Mitglied)
- Herr Jürgen Jann (Mitglied)
- Herr Julien Zimmer (Mitglied)

Herren Tschmelitsch und Jann mit Berufsadresse: Walsenstrasse 61, A-6991 Riezlern

Frau Büdinger und Herr Modler mit Berufsadresse: 2, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

Herr Zimmer mit Berufsadresse: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die genannten Personen werden einstimmig von den Aktionären, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015, als Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2015, KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27. Juni 2014.

Für WALSER Multi-Asset Absolute Return PLUS SICAV
DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2014090690/27.

(140107452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Novaluxco 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 158.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090434/9.

(140107449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Oscar-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 159.041.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Référence de publication: 2014090443/10.

(140107357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Mobego S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 186.162.

Il est porté à la connaissance du public que Monsieur Fredericus Diks, administrateur de la Société, a remis sa démission le 29 juin 2014 et qu'il a démissionné de sa fonction en tant que membre du conseil d'administration de la Société unilatéralement avec effet immédiat.

Il est porté à la connaissance du public que Comissa S.à r.l., commissaire aux comptes de la Sociétés, a remis sa démission le 27 juin 2014 et qu'elle a démissionné de sa fonction en tant que la personne chargée du contrôle des comptes unilatéralement avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095039/15.

(140113109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2014.

OG AcquisitionCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 185.720.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 30 juin 2014 que:

- Les démissions de M. Benoît BAUDUIN et de M. Patrick MOINET, gérants de catégorie B ont été acceptées avec effet au 30 juin 2014;

- Les personnes suivantes ont été nommées gérants de catégorie B, avec effet au 13 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée:

* (i) Mr Livio GAMBARDELLA, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

* (ii) Mr Marc CHONG KAN, né le 24 août 1964 à Paris, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095096/20.

(140112897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2014.

COFIBOL, Compagnie Financière et Boursière Luxembourgeoise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Eprenay.

R.C.S. Luxembourg B 20.803.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la Compagnie Financière et Boursière Luxembourgeoise SA en abrégé
COFIBOL du 28 mai 2014.*

L'Assemblée Générale a nommé pour une durée de un an aux postes d'administrateurs:

Messieurs: René Gicquel

Gerard Ducros

Michel Parizel

L'Assemblée Générale

Référence de publication: 2014091945/14.

(140108883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

**East Capital (Lux) SCA, SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV -
Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 154.557.

—
L'assemblée générale annuelle de la Société du 30 juin 2014 a décidé de renouveler le mandat de KPMG, ayant siège au 9, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises de la Société jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels se clôturant au 31 Décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Bertrange, le 30 juin 2014.

Pour le compte d'EAST CAPITAL (LUX) SCA, SICAV-SIF

Olivier Lansac

Référence de publication: 2014091990/15.

(140109286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Constance Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 24.522.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique

En date du 26 juin 2014, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter les démissions de Monsieur Joost TULKENS et Monsieur Richard BREKELMANS, en tant qu'administrateurs de la Société et ce avec effet immédiat.

- de nommer Madame Isabelle ROSSENEU, née le 27 février 1962, à Alost, Belgique, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de la Société, et ce avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de rassemblée générale de 2018.

- de nommer Madame Elizabeth TIMMER, née le 24 juillet 1965, à Zuidelijke IJsselmeerpolder, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de la Société, et ce avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de rassemblée générale de 2018.

- de renouveler le mandat du commissaire aux comptes sortant, REVEX, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.865, et ce avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014091949/25.

(140109569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

P.T.R. Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 98.009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014090457/10.

(140106855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Delilah Europe Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 21.804.401,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.737.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014091967/13.

(140109395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

CTI Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Lentzweiler, 12, Op der Sang.

R.C.S. Luxembourg B 94.647.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire de la société CTI Systems S.A., qui s'est tenue à Lentzweiler en date du 29 avril 2014, que les mandats d'administrateurs de la société ont été attribués pour un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2015 aux personnes suivantes:

- Monsieur Marc SOLVI, Président,
demeurant professionnellement à L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace;
- Monsieur Georges RASSEL, Vice-Président,
demeurant professionnellement à L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace;
- Monsieur René JOST, Administrateur,
demeurant professionnellement à L-9779 Lentzweiler, 12, op der Sang;
- Monsieur Patrick LEYSER, Administrateur,
demeurant professionnellement à L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace;
- Monsieur Frank WAGENER, Administrateur,
demeurant professionnellement à L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace;

Cette même assemblée a attribué le mandat de réviseur d'entreprises agréé à la société BDO Audit Société anonyme, R.C.S. Luxembourg B147570, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, pour un an, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

René JOST

Chief Executive Officer

Référence de publication: 2014091961/27.

(140109364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

DNXCORP SE, Société Européenne.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 182.439.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires daté du 8 mai 2014 que Monsieur Vincenzo CAROLLA, né le 16 septembre 1977 à Lecce (Italie), demeurant 18, rue de l'Eglise à L-6720 Grevenmacher a été nommé administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2018.

Le mandat de la société H.R.T. Révision SA, ayant son siège social 163 rue du Kiem à L-8030 Strassen, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B 51238 a été prolongé en qualité de réviseur d'entreprises agréé pour l'exercice 2014.

A Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pour les actionnaires

Le mandataire

Référence de publication: 2014091983/16.

(140110033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Delta Spain S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.321.

Il résulte du procès-verbal du 20 juin 2014 que le Conseil de Gérance de la société a pris entre autres la résolution suivante:

Le conseil de gérance prend acte et accepte la démission de Monsieur Felipe Oriol y Diaz de Bustamante, en sa qualité de gérant catégorie A et décide de nommer en remplacement, avec effet immédiat Monsieur Patricio Alejandro Gandarias Geller, né à Madrid le 13.10.1961, demeurant professionnellement Marqués de Villamejor, 3, 28006 Madrid (Spain), en qualité de gérant catégorie A de la société.

En conformité avec la loi, l'Assemblée Générale des Actionnaires procédera, lors de sa prochaine réunion, à la nomination définitive.

Le mandat ainsi conféré du nouveau gérant prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014091968/18.

(140108902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

D.B.C., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 30.709.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 2014

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- Madame Françoise ESTENNE, licencié en droit, demeurant 44, Drève des Renards, B -1180 Bruxelles, Belgique;
- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;
- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014091963/20.

(140109296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

CT GP Acquisition S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 179.013.

Les comptes annuels pour la période du 10 juin 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2014091959/11.

(140109542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

CTP Property Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000.000,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 128.557.

Extrait de la résolution prise par l'Associé unique en date du 4 juin 2014

L'associé unique prend acte de la démission de Monsieur Remon L. Vos et de Monsieur Radek Zeman de leur mandat de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2014.

Il ressort des résolutions prises par l'associé unique en date du 4 juin 2014 que Madame Eltje Maas, née le 17 octobre 1953, à Hoogezand-Sappemeer, (Pays-Bas), demeurant professionnellement au 20, Melkweg, 9718 ES Groningen (Pays-Bas) est nommée gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2014 pour une durée indéterminée.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CTP Property Lux S.à.r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014091962/18.

(140109615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

DELTA TRANSACTIONS (Holdings) SAH, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 59.033.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée a décidée de démissionner comme Administrateur avec effet 1^{er} Juin 2014

Mr Pierre Leneveu, commerçant, né le 1^{er} septembre 1960 à Montréal, résident à 2100 St-Joseph Blvd Lachine, Quebec H8S 2N7 Canada

L'Assemblée décide de démissionner comme Administrateur et Administrateur-délégué:

Monsieur Daren Zenner commerçant, né le 30 mai 1971 à Grande Prairie (Ca) demeurant 5436 Concord Dr. Beacondsfield Quebec. H9W 5S9 Canada

L'Assemblée a décidée de nommer comme Administrateur avec effet 1^{er} Juin 2014

Mr Yves Watterlot, entrepreneur, né le 09 Mai 1947 à Seclin (F) résident à Résidence l'Antygone Bât.A 158 Bd. des Martyrs de la Résistance 83300 DRAGUIGNAN (F)

Mr Patrick Mailet, entrepreneur, né le 11 Juin 1945 à Paris résident à Royal Parc Villa 27, 401 route de la Roquette 06250 Mougins (F)

Mr Edgar Peretti, entrepreneur, né le 05 Août 1935 à Clichy (F) résident à 102 rue de Sevres 75015 Paris

L'Assemblée a décidée de nommer comme Administrateur-délégué avec effet 1^{er} Juin 2014

Mr Yves Watterlot, entrepreneur, né le 09 Mai 1947 à Seclin (F) résident à Résidence l'Antygone Bât.A 158 Bd. des Martyrs de la Résistance 83300 DRAGUIGNAN (F)

Pour Extrait Conforme

Luxembourg, le 1^{er} Juin 2014.

Référence de publication: 2014091978/25.

(140109517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Euphorbia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 22, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 130.744.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE*Extrait*

Par jugement du 5 juin 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale a déclaré dissoute et ordonné la liquidation de la société EUPHORBIA INVEST SA, avec siège social au 22 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, dénoncé en date du 28 décembre 2011. Ce même jugement a nommé juge-commissaire Mme Anita LECUIT, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Cora MAGLO, avocat à la cour, demeurant à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Cora MAGLO.

Référence de publication: 2014091997/16.

(140110000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

COFIBOL, Compagnie Financière et Boursière Luxembourgeoise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Épernay.
R.C.S. Luxembourg B 20.803.

—
Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de la compagnie financière et boursière Luxembourgeoise en abrégé COFIBOL du 28 mai 2014.

Est nommé à l'unanimité Président du Conseil d'Administration:

Monsieur René Gicquel

Sont nommés au poste de directeur autorisé:

- Monsieur Michel Parizel

- Madame Anne-Marie Maréchal

- Monsieur Bernard Dubois domicilié au 71 Rue du Vicinal B-6700 Arlon.

Les directeurs doivent signer à deux les documents engageant la société

Le Conseil d'Administration a nommé à l'unanimité pour une durée de 1 an au poste de Réviseurs: DELOITTE SA

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014091946/18.

(140108883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

CSCP Credit Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 180.446.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique de la Société prises en date du 26 juin 2014

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes:

- d'accepter la démission de la personne suivante:

* Kevin Fusco, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet au 27 juin 2014;

- de nommer la personne suivante avec effet au 27 juin 2014 et pour une durée indéterminée:

* Olufunke Audu, née le 2 octobre 1983 à Athens, Georgia (États-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Veillez également noter que Monsieur Brian Patterson réside désormais professionnellement au 375 Park Avenue, 12th Floor, New York, NY 10152, États-Unis d'Amérique.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pour extrait analytique conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014091957/20.

(140109696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Dolphinus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.684.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014091984/9.

(140109169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

PayCash Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.
R.C.S. Luxembourg B 167.594.

Die koordinierte Satzung vom 30/05/2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 25/06/2014.

Me Cosita Delvaux

Notar

Référence de publication: 2014090461/12.

(140107007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Consulting & Estate Engineering SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 109.882.

L'an deux mille quatorze, le vingt-six mai.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de CONSULTING & ESTATE ENGINEERING SA avec siège social à L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 109 882, constituée suivant acte Frank MOLITOR de Dudelange du 30 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1423 du 20 décembre 2005, modifiée suivant acte du notaire Frank MOLITOR de Dudelange du 12 décembre 2007, publié au dit Mémorial C, Numéro 343 du 9 février 2008.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence d'Alain LE NÉNAN, clerc de notaire, demeurant à Herserange (France), qui désigne comme secrétaire Alice GOMES, employée, demeurant à Esch-sur-Alzette.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Emmanuel DELASSUS, ingénieur, demeurant professionnellement à Dudelange.

Le Président expose d'abord que

I.- La présente Assemblée générale a pour ordre du jour:

- Transfert du siège social.
- Modification du premier alinéa de l'article 3 des statuts.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence ci-annexée.

Resteront pareillement annexées au présent acte d'éventuelles procurations d'actionnaires représentés.

III.- L'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- L'Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut partant délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Puis, l'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix et par votes séparés, les résolutions suivantes:

Première résolution

Elle transfère le siège social de la Société de Dudelange à Luxembourg.

Seconde résolution

Elle modifie le premier alinéa de l'article 3 des statuts et lui donne la teneur suivante:

" **Art. 3.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg...."

Troisième résolution

Elle fixe l'adresse de la Société à L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri Schnadt.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Le Nénan, Gomes, Delassus et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils., le 5 juin 2014. Relation LAC/2014/26241. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur ff. (signé): Frising.

Référence de publication: 2014091950/45.

(140109714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Performance Parts S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5730 Aspelt, 49A, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 103.260.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014090469/11.

(140107201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Société Anonyme des Eaux Minérales Gazéifiées de Beckerich S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 8, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.692.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 03 juin 2014 que:

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Camille GIRA de ses fonctions d'administrateur avec effet au 31 décembre 2013.

L'assemblée décide de reconduire les mandats d'administrateurs de:

- M. Pierre PAPILLAUD, né le 1^{er} juillet 1935 à Vignonet (France), demeurant à 12, rue des Bruyères, F-61000 Saint-Germain du Corbeis,

- M. Dominique SAUVALLÉ, né le 25 février 1939 à Caen (France), demeurant à 32, rue Froide, F-14980 Rots,

- M. Armin PHILIPP, né le 26 avril 1942 à Hengerberg Bayern (Allemagne), demeurant à 3, Schäftligasse, CH-9050 Appenzell,

- M. Lucien BERTEMES, né le 6 mai 1958 à Pétange, demeurant à 47, rue de Diekirch, L-8550 Noerdange,

- M. Luc BAEYENS, né le 29 mai 1962 à Uccle (Belgique), demeurant à 34, rue Albert Prouvost, F-59700 Marcq en Baroeul,

- M. Jean-Claude OLIVIER, né le 6 février 1965 à Cholet (France), demeurant au 34, rue de l'Etoile, F-49300 Cholet.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels de l'année 2014.

Est nommé nouveau administrateur Monsieur Thierry LAGODA, né le 1^{er} juillet 1983 à Luxembourg, demeurant à 42, Kräizerbucherstrooss L - 8562 Schweich. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes 2014.

La Société de Révision et d'Expertises Sàrl, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 86.145, avec siège social à 53, route d'Arlon, L-8211 Mamer, est nommé réviseur d'entreprises jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels de l'année 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014090620/30.

(140106645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Findus Intermediary Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.403.940,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.309.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of June.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Findus Intermediary Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duché of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 184.309 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on January 30, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 886 of April 7, 2014.

THERE APPEARED:

Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies under number B 140.337 and having a share capital of EUR 1,054,295 (the Sole Shareholder),

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact that:

I. The Sole Shareholder represent the entire share capital of the Company.

II. The Company's corporate capital is presently set at at fourteen thousand and ninety-eight Euro (EUR 14,098), represented by:

- one million two hundred fifty thousand (1,250,000) A shares;
 - six thousand (6,000) B1 Shares;
 - two thousand (2,000) B2 Shares;
 - two thousand (2,000) B3 Shares;
 - two thousand (2,000) B4 Shares;
 - six thousand (6,000) C1 Shares;
 - two thousand (2,000) C2 Shares;
 - two thousand (2,000) C3 Shares;
 - two thousand (2,000) C4 Shares;
 - twelve thousand (12,000) D1 Shares;
 - four thousand (4,000) D2 Shares;
 - four thousand (4,000) D3 Shares;
 - four thousand (4,000) D4 Shares;
 - fifty-six thousand (56,000) E1 Shares;
 - eighteen thousand six hundred (18,600) E2 Shares;
 - eighteen thousand six hundred (18,600) E3 Shares; and
 - eighteen thousand six hundred (18,600) E4 Shares;
- all in registered form and having a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each.

III. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Reduction of the share capital of the Company and subsequent re-classification;
2. Amendment and full restatement of the articles of association of the Company to reflect the above changes; and
3. Taking any administrative actions that are necessary and incidental in relation to the foregoing.

IV. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder expressly resolves to reduce the share capital of the Company by an aggregate amount of fifty-eight euro and sixty euro cents (EUR 58.60) to bring the share capital of the Company from its present amount of fourteen thousand and ninety-eight Euro (EUR 14,098) represented by:

- one million two hundred fifty thousand (1,250,000) A shares;
- six thousand (6,000) B1 Shares;
- two thousand (2,000) B2 Shares;
- two thousand (2,000) B3 Shares;
- two thousand (2,000) B4 Shares;
- six thousand (6,000) C1 Shares;
- two thousand (2,000) C2 Shares;
- two thousand (2,000) C3 Shares;
- two thousand (2,000) C4 Shares;
- twelve thousand (12,000) D1 Shares;
- four thousand (4,000) D2 Shares;
- four thousand (4,000) D3 Shares;
- four thousand (4,000) D4 Shares;
- fifty-six thousand (56,000) E1 Shares;
- eighteen thousand six hundred (18,600) E2 Shares;
- eighteen thousand six hundred (18,600) E3 Shares; and
- eighteen thousand six hundred (18,600) E4 Shares;

to fourteen thousand thirty-nine euro and forty euro cents (EUR 14,039.40) by way of cancellation of five thousand eight hundred sixty (5,860) C1 Shares with a par value of EUR 0.01 and subsequently re-classify all shares as follows:

- one million two hundred fifty thousand (1,250,000) A shares;
- eight thousand (8,000) B1 Shares;
- two thousand (2,000) B2 Shares;
- two thousand (2,000) B3 Shares;
- two thousand (2,000) B4 Shares;
- six thousand (6,000) C1 Shares;
- one thousand five hundred (1,500) C2 Shares;
- one thousand five hundred (1,500) C3 Shares;
- one thousand five hundred (1,500) C4 Shares;
- ten thousand (10,000) D1 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) D2 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) D3 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) D4 Shares;
- fifty-eight thousand (58,000) E1 Shares;
- seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E2 Shares;
- seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E3 Shares; and
- seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E4 Shares.

Second resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholder resolves to amend and fully restate the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

“Definitions

“B Shareholder” means a holder of B Shares;

“B Share Return Event” means (1) an NBU Quotation; or (2) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (i) the entire issued share capital of any companies specifically named in the definition of NBU below; or (ii) the whole (or substantially the whole) of the assets and undertakings of the NBU;

“B Shares” means the B1 Shares, B2 Shares, B3 Shares and B4 Shares (as applicable);

“Board” has the meaning given to it in Article 11;

“Business Day” means a day, other than a Saturday, Sunday or public holiday in the United Kingdom or Luxembourg, on which clearing banks in the City of London and Luxembourg are generally open for business;

“Business Unit” means each of the NBU, UBU and the SBU;

“B1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B1 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 5 million) equal to 1 per cent (1 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B1 Share Threshold;

“B1 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B1 Share; and (ii) the B1 Share Return divided by the number of B1 Shares in issue on the date of the B Share Return Event;

“B1 Share Threshold” means the NBU Percentage of the aggregate amount of the Senior Obligations, as at the date of the B Share Return Event;

“B2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B2 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,666,666) equal to the Pro Rata Entitlement multiplied by the B2 Share Return Amount as at the date of the B Share Return Event;

“B2 Share Return Amount” means 16 per cent (16 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B2 Share Threshold;

“B2 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B2 Share;

and (ii) the B2 Share Return divided by the number of B2 Shares in issue on the B Share Return Event;

“B2 Share Threshold” means the aggregate of the B1 Share Threshold plus the B1 Share Return plus the NBU Percentage of the total amount of interest payable on the Midco Junior PECs (and interest on any interest thereon) and the total amount of interest payable on the Management PECs (and interest on any interest thereon) and assuming a redemption or repurchase of the Midco Junior PECs and the Management PECs, as at the date of the B Share Return Event;

“B3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B3 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,666,666) equal to 16 per cent (16 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B3 Share Threshold;

“B3 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B3 Share; and (ii) the B3 Share Return divided by the number of B3 Shares in issue on the date of the B Share Return Event;

“B3 Share Threshold” means the aggregate of the B2 Share Threshold, plus (i) the NBU Percentage of all amounts due for repayment on the Topco B Shares and Topco C Shares in each case as at the date of the B Share Return Event and (ii) the B2 Share Return;

“B4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B4 Share Amount” means 1 per cent (1 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B4 Share Threshold;

“B4 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B4 Share;

and (ii) the B4 Share Amount divided by the number of B4 Shares in issue on the date of the B Share Return Event;

“B4 Share Threshold” means the aggregate of the B3 Share Threshold plus the B3 Share Return;

“Business Return Event” means B Share Return Event, a C Share Return Event or a D Share Return Event (as applicable);

“C Shareholder” means a holder of C Shares;

“C Share Return Event” means (1) an SBU Quotation; or (2) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (i) the entire issued share capital of any companies specifically named in the definition of SBU below together with the intellectual property used by the SBU held by Frionor Sverige AB; or (ii) the whole (or substantially the whole) of the assets and undertakings of the SBU;

“C Shares” means the C1 Shares, C2 Shares, C3 Shares and C4 Shares (as applicable);

“C1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C1 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 4 million) equal to 1 per cent (1 %) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C1 Share Threshold;

“C1 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C1 Share; and (ii) the C1 Share Return divided by the number of C1 Shares in issue on the date of the C Share Return Event;

“C1 Share Threshold” means the SBU Percentage of the aggregate amount of the Senior Obligations, as at the date of the C Share Return Event;

“C2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C2 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,333,333) equal to the Pro Rata Entitlement multiplied by the C2 Share Return Amount as at the date of the C Share Return Event;

“C2 Share Return Amount” means 13 per cent (13 %) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C2 Share Threshold;

“C2 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C2 Share; and (ii) the C2 Share Return divided by the number of C2 Shares in issue on the C Share Return Event;

“C2 Share Threshold” means the aggregate of the C1 Share Threshold plus the C1 Share Return plus the SBU Percentage of the total amount of interest payable on the Midco Junior PECs (and interest on any interest thereon) and the total amount of interest payable on the Management PECs (and interest on any interest thereon) and assuming a redemption or repurchase of the Midco Junior PECs and the Management PECs, as at the date of the C Share Return Event;

“C3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C3 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,333,333) equal to 13 per cent (13 %) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C3 Share Threshold;

“C3 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C3 Share; and (ii) the C3 Share Return divided by the number of C3 Shares in issue on the date of the C Share Return Event;

“C3 Share Threshold” means the aggregate of the C2 Share Threshold, plus (i) the SBU Percentage of all amounts due for repayment on the Topco B Shares and Topco C Shares in each case as at the date of the C Share Return Event and (ii) the C2 Share Return;

“C4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C4 Share Amount” means 1 per cent (1 %) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C4 Share Threshold;

“C4 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C4 Share; and (ii) the C4 Share Amount divided by the number of C4 Shares in issue on the date of the C Share Return Event;

“C4 Share Threshold” means the aggregate of the C3 Share Threshold plus the C3 Share Return;

“D Shareholder” means a holder of D Shares;

“D Share Return Event” means (1) a UBU Quotation; or (2) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (i) the entire issued share capital of any companies specifically named in the definition of UBU below together with the intellectual property used by the UBU held by Findus Sverige AB; or (ii) the whole (or substantially the whole) of the assets and undertakings of the UBU;

“D Shares” means the D1 Shares, D2 Shares, D3 Shares and D4 Shares (as applicable);

“D1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D1 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 6 million) equal to 2 per cent (2%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D1 Share Threshold;

“D1 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D1 Share; and (ii) the D1 Share Return divided by the number of D1 Shares in issue on the date of the D Share Return Event;

“D1 Share Threshold” means the UBU Percentage of the aggregate amount of the Senior Obligations, as at the date of the D Share Return Event;

“D2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D2 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 2,000,000) equal to the Pro Rata Entitlement multiplied by the D2 Share Return Amount as at the date of the D Share Return Event;

“D2 Share Return Amount” means 20 per cent (20%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D2 Share Threshold;

“D2 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D2 Share; and (ii) the D2 Share Return divided by the number of D2 Shares in issue on the D Share Return Event;

“D2 Share Threshold” means the aggregate of the D1 Share Threshold plus the D1 Share Return plus the UBU Percentage of the total amount of interest payable on the Midco Junior PECs (and interest on any interest thereon) and the total amount of interest payable on the Management PECs (and interest on any interest thereon) and assuming a redemption or repurchase of the Midco Junior PECs and the Management PECs, as at the date of the D Share Return Event;

“D3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D3 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 2,000,000) equal to 20 per cent (20%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D3 Share Threshold;

“D3 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D3 Share;

and (ii) the D3 Share Return divided by the number of D3 Shares in issue on the date of the D Share Return Event;

“D3 Share Threshold” means the aggregate of the D2 Share Threshold, plus (i) the UBU Percentage of all amounts due for repayment on the Topco B Shares and Topco C Shares in each case as at the date of the D Share Return Event and (ii) the D2 Share Return;

“D4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D4 Share Amount” means 2 per cent (2%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D4 Share Threshold;

“D4 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D4 Share; and (ii) the D4 Share Amount divided by the number of D4 Shares in issue on the date of the D Share Return Event;

“D4 Share Threshold” means the aggregate of the D3 Share Threshold plus the D3 Share Return;

“EBT” means the employee benefit trust established under the laws of Guernsey pursuant to the Trust Deed;

“EBT Level 1 Return” means any return on the Topco Management Tracker Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event;

“EBT Level 2 Return” means any return on the Topco Management Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event;

“EBT Level 3 Return” means any return on the Topco D Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event;

“EBT Level 4 Return” means any return on the Topco E Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event;

“E Shares” means the E1 Shares, E2 Shares, E3 Shares and E4 Shares (as applicable);

“E1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“E2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“E3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“E4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“General Meeting” has the meaning given to it in Article 14.1;

“Group” means Topco, Midco and Luxco and their respective subsidiaries from time to time and “Group Company” means any one of them;

“Group EBITDA” means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the Group as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements;

“Group Return Event” means (i) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (a) the entire issued share capital of Midco or (b) the Business Units as part of the same transaction that have not been disposed of pursuant to a Business Return Event or (ii) a Topco Share Sale or (iii) a Quotation;

“Intercreditor Agreement” means the Intercreditor agreement dated 19 July 2013 between, among others, Societe Generale, London Branch as Security Agent, Societe Generale, London Branch as RCF Agent and the Debtors (each as defined in the Intercreditor Agreement);

“IRR” means the annualised discount rate (expressed as a percentage) which, when applied to a series of cash-flows, produces an aggregate net present value of such cash flows equal to zero;

“Listing” means the effective admission of the shares of Topco, or the shares in any new holding company of Topco incorporated for such purposes, or the shares of any other Group Company to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

“Luxco” means Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., a company incorporated in Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg with registered number B140.337;

“Management PECs” means up to 1,000,000 subordinated, unsecured 25% PIK preferred equity certificates of GBP1.00 each to be issued by Midco to certain of the Management Shareholders on or about the incorporation date of the Company;

“Management Shareholder” means a holder of Management Shares;

“Management Shares” means each of the B Shares, C Shares, D Shares and E Shares;

“MEP Expenses” means the ongoing annual costs, fees and expenses incurred in connection with the Group management equity plan (including, but not limited to, the annual administration, accounting and maintenance fees, costs and

expenses relating to the Company, Findus Manco GP S.à r.l., Findus Manco S.C.A. and the trustee(s) of the EBT from time to time);

“Midco” means Marlin 1 Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy Luxembourg having its registered office at 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.210.;

“Midco Junior PECs” means the subordinated, unsecured 25% preferred equity certificates issued by Midco;

“Misconduct” means any of:

(a) the committing of any act of misconduct warranting summary termination at common law (or its equivalent in any jurisdiction other than the United Kingdom);

(b) the serious breach by an employee or consultant of the obligation of trust and confidence to his employer;

(c) the committing of any material or persistent breach of any of the terms or conditions of an employee’s or consultant’s service agreement including any wilful neglect of or refusal to carry out any of his duties or to comply with any reasonable instruction given to him by the Board;

(d) being convicted of any criminal offence (other than an offence under the Road Traffic Acts of the United Kingdom (or their equivalent in any jurisdiction other than the United Kingdom) for which a penalty of imprisonment is not imposed or which does not have a material impact on his duties under his service agreement);

(e) being disqualified from holding office in any company under the Insolvency Act 1986 or the Directors Disqualification Act 1986 of the United Kingdom (or their equivalent in any jurisdiction other than the United Kingdom) or to be disqualified or disbarred from membership of, or be subject to any serious disciplinary sanction by, any regulatory body which undermines the confidence of the Board in the individual’s continued employment or consultancy; or

(f) having acted in any way which has brought any Group Company into serious disrepute or discredit;

“NBU” means the entire business operated by Frionor Sverige AB, Findus Finland OY, Findus Danmark A/S, Foodvest International AB, Lion/Gem Norway 1 AS, Findus Norge Holding AS, Findus Norge AS and any of their Subsidiaries and the entire business operated by Findus Sverige AB (excluding, for the avoidance of doubt, any shareholdings in companies whose business is part of the SBU) excluding, for the avoidance of doubt, the intellectual property owned by Findus Sverige AB or Frionor Sverige AB utilised as part of the SBU and/or UBU;

“NBU Disposal Costs” means the costs, fees and expenses incurred by any member of the Group in connection with a disposal of the NBU as part of the B Share Return Event, including, but not limited to third party advisory, banking, tax, regulatory and legal fees and expenses;

“NBU Disposal Value” means the aggregate of (i) the consideration received in respect of a B Share Return Event properly attributable to the NBU (as adjusted by the Board (in its sole and absolute discretion) to take into account any deferred, contingent or noncash consideration received in respect of the B Share Return Event); less (ii) the NBU Disposal Costs (other than such costs as are reflected in the consideration received);;

“NBU EBITDA” means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the NBU as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements;

“NBU Listing” means the effective admission of the shares of any new holding company of the NBU incorporated for such purposes to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

“NBU Percentage” means 58 per cent or such other percentage (including zero) up to a maximum of 100% which may be decided by the Board at any time based on the percentage which the NBU EBITDA represents out of the Group EBITDA;

“NBU Quotation” means an NBU Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than 80 per cent. of its issued share capital plus one share;

“Pro Rata Entitlement” means the following formula (expressed as a percentage):

$$X/(X + Y + Z)$$

Where:

X = GBP 10 million

Y = the aggregate outstanding amount (including any unpaid cumulative dividends) on the Topco B Shares; and

Z = the aggregate outstanding amount (including any unpaid cumulative dividends) on the Topco C Shares.

“Quotation” means a Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than one-third of its issued share capital plus one share;

“Return Event” means a B Share Return Event, a C Share Return Event, a D Share Return Event or a Group Return Event, as the case may be;

“SBU” means the entire business operated by Findus Espana SLU, Findus Holding France SAS and each of their Subsidiaries together with the intellectual property used by that business held by Frionor Sverige AB;

“SBU Disposal Costs” means the costs, fees and expenses incurred by any member of the Group in connection with a disposal of the SBU as part of the C Share Return Event, including, but not limited to third party advisory, banking, tax, regulatory and legal fees and expenses;

“SBU Disposal Value” means the aggregate of (i) the consideration received in respect of a C Share Return Event properly attributable to the SBU (as adjusted by the Board (in its sole and absolute discretion) to take into account any deferred, contingent or non-cash consideration received in respect of the C Share Return Event); less (ii) the SBU Disposal Costs (other than such costs as are reflected in the consideration received);

“SBU EBITDA” means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the SBU as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements;

“SBU Listing” means the effective admission of the shares of any new holding company of the SBU incorporated for such purposes to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

“SBU Percentage” means 16 per cent or such other percentage (including zero) up to a maximum of 100% which may be decided by the Board at any time based on the percentage which the SBU EBITDA represents out of the Group EBITDA;

“SBU Quotation” means an SBU Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than 80 per cent. of its issued share capital plus one share;

“Senior Obligations” means the aggregate amount outstanding in respect of (i) the High Yield Bonds issued by Findus Bondco SA (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (ii) the PIK Toggle Bonds issued by Findus PIK SCA (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (iii) the Super Senior RCF (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (iv) the Midco Senior Loan Notes (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (v) the principal on the Midco Junior PECs and any prepayment penalty, (vi) the principal on the Management PECs and any prepayment penalty, (vii) any indebtedness senior to the PIK Toggle Bonds permitted under the terms of the Intercreditor Agreement, and (viii) such other debts, costs and expenses of any member of the Group as the Board may determine from time to time;

“Topco” means Marlin 1 Limited, an exempted company incorporated under the laws of the Cayman Islands with limited liability with registered number QH-270124;

“Topco Board” means the board of directors of Topco from time to time;

“Topco B Shares” means the voting and non-voting redeemable cumulative preference c shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each, having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority in accordance with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco C Shares” means the voting and non-voting redeemable cumulative preference c shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each, having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority in accordance with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco D Shares” means the redeemable non-voting preference shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each and a maximum economic return of GBP 10 million (converted into Euro at GBP1.00:EUR1.2555), having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority in accordance with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco E Shares” means the ordinary non-voting E shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each, having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco Management Shares” means the ordinary redeemable non-voting shares in the share capital of Topco, with no coupon, with a par value of EUR 0.0001 each and a maximum economic return of GBP 10 million (converted into Euro at GBP1.00:EUR1.2555), having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association, and reserved for issuance by Topco to certain senior managers and other employees of the Group as management equity following completion of the restructuring;

“Topco Management Tracker Shares” means the ordinary redeemable non-voting shares in the share capital of Topco, with no coupon, with a par value of EUR 0.0001 each and a maximum economic return of at least GBP 10 million (converted into Euro at GBP1.00:EUR1.2555), having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association, and reserved for issuance by Topco to certain senior managers and other employees of the Group as management equity following completion of the restructuring;

“Topco Shareholders Agreement” means the shareholders’ agreement dated 27 September 2012 (as amended on 20 May 2013 and amended and restated on 19 July 2013 as further amended and restated from time to time), between, among others, Topco, Midco and Luxco;

“Topco Share Sale” means a sale of all of the shares in issue in Topco, whether through the exercise of drag rights or otherwise;

“Transfer” means a sale, transfer, offer, granting a participation in, mortgage, pledge, assignment, hypothecation, creating a security interest in or lien upon, encumbering, donating, contributing, placing in trust, entering into any voting agreement or other disposal of the shares or any beneficial interest in them, in each case, whether directly or indirectly and in respect of the legal and/or beneficial interest and “Transferee”, “Transferring” and “Transferable” shall be construed accordingly;

“Trust Deed” means the instrument of trust known as the Findus Group employee benefit trust between the trustee and Topco;

“UBU” means the business operated by Findus Equity Co S.à r.l., Findus UK Group Limited and their respective Subsidiaries together with the intellectual property used by that business held by Findus Sverige AB;

“UBU Disposal Costs” means the costs, fees and expenses incurred by any member of the Group in connection with a disposal of the UBU as part of the D Share Return Event, including, but not limited to third party advisory, banking, tax, regulatory and legal fees and expenses;

“UBU Disposal Value” means the aggregate of (i) the consideration received in respect of a D Share Return Event properly attributable to the UBU (as adjusted by the Board (in its sole and absolute discretion) to take into account any deferred, contingent or non-cash consideration received in respect of the D Share Return Event); less (ii) the UBU Disposal Costs (other than such costs as are reflected in the consideration received);

“UBU EBITDA” means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the UBU as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements;

“UBU Listing” means the effective admission of the shares of any new holding company of the UBU incorporated for such purposes to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

“UBU Percentage” means 26 per cent or such other percentage (including zero) up to a maximum of 100% which may be decided by the Board at any time based on the percentage which the UBU EBITDA represents out of the Group EBITDA; and

“UBU Quotation” means an UBU Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than 80 per cent. of its issued share capital plus one share.

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Findus Intermediary Holdings S.à r.l.” (the “Company”). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), and these articles of incorporation (the “Articles”).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but not in the United States of America) by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the

avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at fourteen thousand thirty-nine Euro and forty eurocents (EUR 14,039.40), represented by:

- one million two hundred fifty thousand (1,250,000) A shares;
 - eight thousand (8,000) B1 Shares;
 - two thousand (2,000) B2 Shares;
 - two thousand (2,000) B3 Shares;
 - two thousand (2,000) B4 Shares;
 - six thousand (6,000) C1 Shares;
 - one thousand five hundred (1,500) C2 Shares;
 - one thousand five hundred (1,500) C3 Shares;
 - one thousand five hundred (1,500) C4 Shares;
 - ten thousand (10,000) D1 Shares;
 - two thousand five hundred (2,500) D2 Shares;
 - two thousand five hundred (2,500) D3 Shares;
 - two thousand five hundred (2,500) D4 Shares;
 - fifty-eight thousand (58,000) E1 Shares;
 - seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E2 Shares;
 - seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E3 Shares; and
 - seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E4 Shares,
- all in registered form and having a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each.

5.2. Subject to these Articles and the Law, but without prejudice to the rights attached to any existing share, the share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Each share shall confer one voting right to its holder.

6.3. Subject to Articles 8 and 9, the shares are freely transferable between shareholders.

6.4. Subject to Articles 8 and 9, when the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.5. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

6.9. The B Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of B Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a B Share Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the Board shall have the discretion to declare a dividend in respect of the B Shares in accordance with Article 18 and may resolve to redeem some or all of the B Shares. On a winding-up of the Company, holders of B Shares will be entitled to receive any assets allocated to the B Shares in proportion to the number of B Shares held by them.

6.10. The C Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of C Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a C Share Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the Board shall have the discretion to declare a dividend in respect of the C Shares in accordance with Article 18 and may resolve to redeem some or all of the C Shares. On a winding-up of the Company, holders of C Shares will be entitled to receive any assets allocated to the C Shares in proportion to the number of C Shares held by them.

6.11. The D Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of D Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a D Share Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the Board shall have the discretion to declare a dividend in respect of the D Shares in accordance with Article 18 and may resolve to redeem some or all of the D Shares. On a winding-up of the Company, holders of D Shares will be entitled to receive any assets allocated to the D Shares in proportion to the number of D Shares held by them.

6.12. The E Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of E Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a Group Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the Board shall have the discretion to declare a dividend in respect of the E Shares in accordance with Article 18 and may resolve to redeem some or all of the E Shares. On a winding-up of the Company, holders of E Shares will be entitled to receive any assets allocated to the E Shares in proportion to the number of E Shares held by them.

Art. 7. Rights attaching to Management Shares.

7.1. Economic Entitlement of Shares

(i) The entitlement of the Management Shares to participate in any Return Event shall be calculated in accordance with the provisions of Article 8 of these Articles.

(ii) Save as set out in Article 6, no Management Shares shall have any other economic entitlement.

Art. 8. Distributions on a Return Event.

8.1. Business Disposal

8.1.1. On a B Share Return Event, the B Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed all of their B Shares and E Shares to persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the price payable, through such sales or redemptions, for each:

- (i) B1 Share shall be the B1 Share Return Price;
- (ii) B2 Share shall be the B2 Share Return Price;
- (iii) B3 Share shall be the B3 Share Return Price;
- (iv) B4 Share shall be the B4 Share Return Price; and
- (v) E Share shall be the nominal value of that E Share.

8.1.2. On a C Share Return Event, the C Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed all of their C Shares and E Shares to persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the price payable, through such sales or redemptions, for each:

- (i) C1 Share shall be the C1 Share Return Price;
- (ii) C2 Share shall be the C2 Share Return Price;
- (iii) C3 Share shall be the C3 Share Return Price;
- (iv) C4 Share shall be the C4 Share Return Price; and
- (v) E Share shall be the nominal value of that E Share.

8.1.3. On a D Share Return Event, the D Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed all of their D Shares and E Shares to persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the price payable, through such sales or redemptions, for each:

- (i) D1 Share shall be the D1 Share Return Price;
- (ii) D2 Share shall be the D2 Share Return Price;
- (iii) D3 Share shall be the D3 Share Return Price;
- (iv) D4 Share shall be the D4 Share Return Price; and
- (v) E Share shall be the nominal value of that E Share.

8.2. Group Disposal

Subject to the provisions of Article 8.3, upon the occurrence of a Group Return Event, the Management Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed:

8.2.1. all of their E1 Shares to or by persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E1 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 1 Return, which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E1 Shares;

8.2.2. all of their E2 Shares to or by persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E2 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 2 Return, which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E2 Shares;

8.2.3. all of their E3 Shares to or by persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E3 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 3 Return, which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E3 Shares;

8.2.4. all of their E4 Shares to or by persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E4 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 4 Return which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E4 Shares; and

8.2.5. all of their B Shares, C Shares or D Shares, as applicable, to or by persons (including the Company) designated by the Board (in its sole and absolute discretion) and the price for such shares through such sales or redemptions shall be the nominal value of such B Shares, C Shares or D Shares, as applicable.

8.3. No Return

All E Shares that do not receive a return pursuant to Articles 8.2.1 to 8.2.4 above shall, at the Board's sole and absolute discretion, be cancelled, redeemed or transferred for nominal value of such E Shares.

8.4. Consideration

8.4.1 Subject to Article 8.4.2, all payments in respect of a sale or redemption pursuant to this Article 8 may be paid to the relevant shareholder(s) in cash or in unsecured loan notes on such terms to be determined by the Board (in its sole and absolute discretion) and issued by a Group Company as determined by the Board (in its sole and absolute discretion).

8.4.2 All payments in respect of a sale or redemption pursuant to:

(a) Article 8.2.1 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of considerations as is paid to the holders of Midco Junior PECs in respect of their holdings of Midco Junior PECs;

(b) Article 8.2.2 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of consideration as is paid to holders Topco B Shares and/or Topco C Shares in respect of their holdings of Topco B Shares and/or Topco C Shares (as applicable);

(c) Article 8.2.3 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of consideration as is paid to the holders of Topco D Shares in respect of their holdings of Topco D Shares; and

(d) Article 8.2.4 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of consideration as is paid to the holders of Topco E Shares in respect of their holdings of Topco E Shares.

Art. 9. Permitted Transfers - Holders of Management Shares.

9.1. In addition to the condition set forth in Article 6.5 of these Articles, no Management Shares may be Transferred by the Management Shareholders without the prior written consent of the Board (which may be withheld or delayed at the Board's sole and absolute discretion or made contingent on the satisfaction of any condition that may be imposed by the Board, including, without limitation, the Management Shareholder or Transferee paying all costs incurred by the Company and/or the Board in connection with such Transfer) other than:

9.1.1. when required by Article 8; or

9.1.2. to the personal representative(s) of a Management Shareholder who has died.

9.2. A Management Shareholder who is, or whose Related Holders or other Transferees are, following any Transfer permitted pursuant to Article 9.1, beneficially entitled to Management Shares which are held by a nominee or trustee, undertakes to procure that such Transferee observes those provisions of these Articles which are binding on Management Shareholders, including through the provision of any undertaking and execution of any documents the Board may request. In conjunction with any Transfer permitted pursuant to Article 9.1, the Board will be entitled to request such evidence as it considers necessary to establish that such Transfer is permitted under Article 9.1, and, if requested by the Board, to ensure compliance by the Management Shareholder or its Transferee with this Article 9.2 by obtaining a customary legal opinion from an adviser to the Transferee to confirm that the terms of such undertaking are legal, valid and binding on such Transferee.

9.3. If any person to whom a Management Shareholder has Transferred Management Shares in accordance with these Articles ceases (in the sole and absolute discretion of the Board) to fall within the category of person it fell within at the time such Transfer was made, the relevant Transferee shall, within twenty-one (21) days of being so notified in writing by the Board, transfer the Shares held by it to another Transferee acceptable to the Board.

9.4. Any Transfer or purported Transfer of Shares by a Management Shareholder or its Transferee in breach of this Article 9 shall be void and shall have no effect.

Any Transfer of Management Shares in breach of this Article 9 shall not be recorded in the Company's register of shareholders.

III. Management - Representation

Art. 10. Appointment and removal of managers.

10.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

10.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 11. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the "Board"). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

11.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

11.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg, and which cannot be in the United States of America.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twentyfour (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers ("Managers' Circular Resolutions") shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

11.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 12. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 13. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholders

Art. 14. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

14.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a "General Meeting").

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written "Shareholders' Resolutions").

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

14.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices, which cannot be in the United States of America.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

The Company may not become a company governed by the laws of the United States of America.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 15. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 16. Financial year and approval of annual accounts.

16.1. The financial year begins on the first (1) of October and ends on the thirty (30) of September of the following year.

16.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

16.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

16.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved by the general meeting within six (6) months following the end of the relevant financial year.

Art. 17. Auditors.

17.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

17.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to reappointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 18. Allocation of profits.

18.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

18.2. Subject to and in accordance with Article 8, the shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

18.3. Subject to and in accordance with Article 8, interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

19.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

19.2 Subject to and in accordance with Article 8, the surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

20.1 Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

20.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

20.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

20.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of (i) the cancellation of the Class C1 shares and (ii) the re-classification of shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2,000.-The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-sixième jour du mois de juin.

Par-devant le soussigné, Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenu

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Findus Intermediary Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.309 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître

Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 30 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 886 du 7 avril 2014.

A COMPARU:

Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 140.337 et disposant d'un capital social de 1.054.295 EUR (l'Associé unique),

ici représentée par Annick Braquet, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après signature ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, la procuration restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparaisant, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'Associé Unique représente l'intégralité du capital social de la Société.

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à quatorze mille quatre-vingtdix-huit Euros (EUR 14.098), représenté par:

- un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts A;
- six mille (6.000) Parts B1;
- deux mille (2.000) Parts B2;
- deux mille (2.000) Parts B3;
- deux mille (2.000) Parts B4;
- six mille (6.000) Parts C1;
- deux mille (2.000) Parts C2;
- deux mille (2.000) Parts C3;
- deux mille (2.000) Parts C4;
- douze mille (12.000) Parts D1;
- quatre mille (4.000) Parts D2;
- quatre mille (4.000) Parts D3;
- quatre mille (4.000) Parts D4;
- cinquante-six mille (56.000) Parts E1;
- dix-huit mille six cents (18.600) Parts E2;
- dix-huit mille six cents (18.600) Parts E3; et
- dix-huit mille six cents (18.600) Parts E4;

toutes sous forme nominative et ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

4. Diminution du capital social de la Société et reclassification subséquente;

5. Modification et refonte complète des statuts de la Société pour refléter les changements ci-dessus; et

6. Prise de toutes les mesures administratives nécessaires et accessoires en relation avec ce qui précède.

IV. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide expressément de réduire le capital social de la Société par un montant total de cinquante huit Euros et soixante centimes (EUR 58,60) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de quatorze mille quatre-vingt-dix-huit Euros (EUR 14.098) représenté par:

- un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts A;
- six mille (6.000) Parts B1;
- deux mille (2.000) Parts B2;
- deux mille (2.000) Parts B3;
- deux mille (2.000) Parts B4;
- six mille (6.000) Parts C1;
- deux mille (2.000) Parts C2;
- deux mille (2.000) Parts C3;
- deux mille (2.000) Parts C4;
- douze mille (12.000) Parts D1;
- quatre mille (4.000) Parts D2;
- quatre mille (4.000) Parts D3;

- quatre mille (4.000) Parts D4;
- cinquante-six mille (56.000) Parts E1;
- dix-huit mille six cents (18.600) Parts E2;
- dix-huit mille six cents (18.600) Parts E3; et
- dix-huit mille six cents (18.600) Parts E4;

à quatorze mille trente-neuf Euros et quarante centimes (EUR 14.039,40) par l'annulation de cinq mille huit cent soixante (5.860) Parts C1 ayant une valeur nominale de EUR 0,01 chacune, et de reclassifier toutes les parts sociales comme suit:

- un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts A;
- huit mille (8.000) Parts B1;
- deux mille (2.000) Parts B2;
- deux mille (2.000) Parts B3;
- deux mille (2.000) Parts B4;
- six mille (6.000) Parts C1;
- mille cinq cents (1.500) Parts C2;
- mille cinq cents (1.500) Parts C3;
- mille cinq cents (1.500) Parts C4;
- dix mille (10.000) Parts D1;
- deux mille cinq cent (2.500) Parts D2;
- deux mille cinq cent (2.500) Parts D3;
- deux mille cinq cent (2.500) Parts D4;
- cinquante-huit mille (58.000) Parts E1;
- dix-sept mille neuf cent quatre-vingts (17.980) Parts E2;
- dix-sept mille neuf cent quatre-vingts (17.980) Parts E3; et
- dix-sept mille neuf cent quatre-vingts (17.980) Parts E4.

Seconde résolution

En conséquence des précédentes résolutions, l'Associé décide de modifier et de refondre intégralement les statuts de la Société, de sorte qu'ils auront désormais la teneur suivante:

«Définitions

«Associé B» désigne un détenteur de Parts B;

«Évènement de Rendement de Part B» désigne (1) une Cotation de la NBU; ou (2) la réalisation de la vente à un tiers qui n'est pas une Société du Groupe de (i) la totalité du capital social émis de toutes sociétés spécifiquement nommées dans la définition de la NBU ci-dessous; ou (ii) la totalité (ou la quasi-totalité) des actifs et des entreprises de la NBU;

«Parts B» désigne les Parts B1, les Parts B2, les Parts B3 et les Parts B4 (selon le cas);

«Conseil» a la signification qui lui est donnée à l'Article 11;

«Jour Ouvrable» désigne un jour, autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié au Royaume-Uni ou au Luxembourg, pendant lequel les banques de compensation à la City de Londres et à Luxembourg sont généralement ouvertes aux transactions;

«Unité commerciale» désigne chacune des NBU, UBU et SBU;

«Parts B1» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part B1» désigne le montant (à concurrence de 5 millions GBP maximum) équivalent à 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'aliénation de la NBU par rapport au Seuil de la Part B1;

«Prix de Rendement de la Part B1» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part B1; et (ii) le Rendement de la Part B1 divisé par le nombre de Parts B1 en circulation à la date de l'Évènement de Rendement de la Part B;

«Seuil de la Part B1» désigne le Pourcentage NBU du montant total des Obligations Senior, à la date de l'Évènement de Remboursement de la Part B;

«Parts B2» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part B2» désigne le montant (à concurrence de GBP 1.666.666 maximum) au Droit au Prorata multiplié par le Montant du Rendement de la Part B2 à la date de l'Évènement de Rendement de la Part B;

«Montant du Rendement de la Part B2» signifie 16 pourcent (16 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la NBU par rapport au Seuil de la Part B2;

«Prix de Rendement de la Part B2» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part B2; et (ii) le Rendement de la Part B2 divisé par le nombre de Parts B2 en circulation à l'Événement de Remboursement de la Part B;

«Seuil de la Part B2» désigne le total représenté par le Seuil de la Part B1 majoré du Rendement de la Part B1 majoré du Pourcentage NBU du montant total de l'intérêt payable sur les PECs Midco Junior (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférant) et le montant total de l'intérêt payable sur les PECs Management (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférant), dans l'hypothèse d'un remboursement ou d'un rachat des PECs Midco Junior et des PECs Management à la date de l'Événement de Rendement de la Part B;

«Parts B3» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part B3» désigne le montant (à concurrence de GBP 1.666.666 maximum) équivalent à 16 pourcent (16 %) du montant excédentaire de la Valeur d'aliénation de la NBU par rapport au Seuil de la Part B3;

«Prix de Rendement de la Part B3» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part B3; et (ii) le Rendement de la Part B3 divisé par le nombre de Parts B3 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part B;

«Seuil de la Part B3» désigne le total représenté par le Seuil de la Part B2 majoré (i) du Pourcentage NBU de tous les montants dus pour le remboursement des Parts B Topco et des Parts C Topco, dans chacun des cas à la date de l'Événement de Rendement de la Part B et (ii) du Rendement de la Part B2;

«Parts B4» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Montant de la Part B4» signifie 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la NBU par rapport au Seuil de la Part B4;

«Prix de Rendement de la Part B4» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part B4; et (ii) le Montant de la Part B4 divisé par le nombre de Parts B4 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part B;

«Seuil de la Part B4» désigne le total représenté par le Seuil de la Part B3;

«Évènement de Rendement d'Activité» désigne un Événement de Rendement de la Part B, un Événement de Rendement de la Part C ou un Événement de Rendement de la Part D (selon le cas);

«Associé C» désigne un détenteur de Parts C;

«Évènement de Rendement de la Part C» désigne (1) une Cotation de la SBU; ou (2) la réalisation de la vente à une tierce partie qui n'est pas une Société du Groupe de (i) la totalité du capital social émis de toutes sociétés spécifiquement citées dans la définition de la SBU ci-dessous avec la propriété intellectuelle utilisée par la SBU détenu par Frionor Sverige AB; ou (ii) la totalité (ou la quasi-totalité) des actifs et des entreprises de la SBU;

«Parts C» désigne les Parts C1, les Parts C2, les Parts C3 et les Parts C4 (selon le cas);

«Parts C1» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part C1» désigne le montant (à concurrence de 4 millions GBP maximum) équivalent à 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'aliénation de la SBU par rapport au Seuil de la Part C1;

«Prix de Rendement de la Part C1» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part C1; et (ii) le Rendement de la Part C1 divisé par le nombre de Parts C1 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part C;

«Seuil de la Part C1» désigne le Pourcentage SBU du montant total des Obligations Senior, à la date de l'Événement de Remboursement de la Part C;

«Parts C2» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part C2» désigne le montant (à concurrence de GBP 1.333.333 maximum) équivalent au Droit au Prorata multiplié par le Montant du Rendement de la Part C2 à la date de l'Événement de Rendement de la Part C;

«Montant du Rendement de la Part C2» signifie 13 pourcent (13 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la SBU par rapport au Seuil de la Part C2;

«Prix de Rendement de la Part C2» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part C2 et (ii) le Rendement de la Part C2 divisé par le nombre de Parts C2 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part C;

«Seuil de la Part C2» désigne le total représenté par le Seuil de la Part C1 majoré du Rendement de la Part C1 majoré du Pourcentage SBU du montant total de l'intérêt payable sur les PECs Midco Junior (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférant) et le montant total de l'intérêt payable sur les PECs Management (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférant), dans l'hypothèse d'un remboursement ou d'un rachat des PECs Midco Junior et des PECs Management à la date de l'Événement de Rendement de la Part C;

«Parts C3» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part C3» désigne le montant (à concurrence de GBP 1.333.333 maximum) équivalent à 13 pourcent (13 %) du montant excédentaire de la Valeur d'aliénation de la SBU par rapport au Seuil de la Part C3;

«Prix de Rendement de la Part C3» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part C3 et (ii) le Rendement de la Part C3 divisé par le nombre de Parts C3 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part C;

«Seuil de la Part C3» désigne le total représenté par le Seuil de la Part C2 majoré (i) du Pourcentage SBU de tous les montants dus pour le remboursement des Parts B Topco et des Parts C Topco, dans chacun des cas à la date de l'Événement de Rendement de la Part C et (ii) du Rendement de la Part C2;

«Parts C4» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Montant de la Part C4» signifie 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la SBU par rapport au Seuil de de la Part C4;

«Prix de Rendement de la Part C4» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part C4; et (ii) le Montant de la Part C4 divisé par le nombre de Parts C4 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part C;

«Seuil de la Part C4» désigne le total représenté par le Seuil de la Part C3 majoré du Rendement de la Part C3;

«Associé D» désigne un détenteur de Parts D;

«Évènement de Rendement de la Part D» désigne (1) une Cotation de la UBU; ou (2) la réalisation de la vente à une tierce partie qui n'est pas une Société du Groupe de (i) la totalité du capital social émis de toutes sociétés spécifiquement citées dans la définition de la UBU ci-dessous avec la propriété intellectuelle utilisée par la UBU détenu par Findus Sverige AB; ou (ii) la totalité (ou la quasi-totalité) des actifs et des entreprises de la UBU;

«Parts D» désigne les Parts D1, les Parts D2, les Parts D3 et les Parts D4 (selon le cas);

«Parts D1» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part D1» désigne le montant (à concurrence de 6 millions GBP maximum) équivalent à 2 pourcent (2%) du montant excédentaire de la Valeur d'aliénation de la UBU par rapport au Seuil de la Part D1;

«Prix de Rendement de la Part D1» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part D1; et (ii) le Rendement de la Part D1 divisé par le nombre de Parts D1 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de Part la D;

«Seuil de la Part D1» désigne le Pourcentage UBU du montant total des Obligations Senior, à la date de l'Événement de Remboursement de la Part D;

«Parts D2» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part D2» désigne le montant (à concurrence de 2.000.000 GBP maximum) équivalent au Droit au Prorata multiplié par le Montant du Rendement de la Part D2 à la date de l'Événement de Rendement de la Part D;

«Montant du Rendement de la Part D2» signifie 20 pourcent (20%) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la UBU par rapport au Seuil de la Part D2;

«Prix de Rendement de la Part D2» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part D2 et (ii) le Rendement de la Part D2 divisé par le nombre de Parts D2 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part D;

«Seuil de la Part D2» désigne le total représenté par le Seuil de la Part D1 majoré du Rendement de la Part D1 majoré du Pourcentage UBU du montant total de l'intérêt payable sur les PECs Midco Junior (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférant) et le montant total de l'intérêt payable sur les PECs Management (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférant), dans l'hypothèse d'un remboursement ou d'un rachat des PECs Midco Junior et des PECs Management à la date de l'Événement de Rendement de la Part D;

«Parts D3» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Rendement de la Part D3» désigne le montant (à concurrence de 2.000.000 GBP maximum) équivalent à 20 pourcent (20%) du montant excédentaire de la Valeur d'aliénation de la UBU par rapport au Seuil de la Part D3;

«Prix de Rendement de la Part D3» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part D3 et (ii) le Rendement de la Part D3 divisé par le nombre de Parts D3 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part D;

«Seuil de la Part D3» désigne le total représenté par le Seuil de la Part D2 majoré (i) du Pourcentage UBU de tous les montants dus pour le remboursement des Parts B Topco et des Parts C Topco, dans chacun des cas à la date de l'Événement de Rendement de la Part D et (ii) du Rendement de la Part D2;

«Parts D4» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société d'une valeur nominale de 0,01 EUR chacune assorties des droits et soumises aux obligations énoncées dans les présents Statuts;

«Montant de la Part D4» signifie 2 pourcent (2%) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la UBU par rapport au Seuil de la Part D4;

«Prix de Rendement de la Part D4» désigne le montant le plus élevé entre (i) la valeur nominale de chaque Part D4; et (ii) le Montant de la Part D4 divisé par le nombre de Parts D4 en circulation à la date de l'Événement de Remboursement de la Part D;

«Seuil de la Part D4» désigne le total du Seuil de la Part D3 plus majoré du Rendement de la Part D3;

«RFASE» désigne le régime fiduciaire d'avantages sociaux aux employés constitué selon les lois de Guernesey conformément à l'Acte de fiducie;

«Rendement de Niveau 1 du RFASE» désigne tout rendement des Parts Traçantes de la Direction Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe;

«Rendement de Niveau 2 du RFASE» désigne tout rendement des Parts de la Direction Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe;

«Rendement de Niveau 3 du RFASE» désigne tout rendement des Parts D Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe;

«Rendement de Niveau 4 du RFASE» désigne tout rendement des Parts E Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe;

«Parts E» désigne les Parts E1, les Parts E2, les Parts E3 et les Parts E4 (suivant le cas);

«Parts E1» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés aux présents Statuts et soumises aux obligations qui y figurent;

«Parts E2» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés aux présents Statuts et soumises aux obligations qui y figurent;

«Parts E3» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés aux présents Statuts et soumises aux obligations qui y figurent;

«Parts E4» désigne les parts ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés aux présents Statuts et soumises aux obligations qui y figurent;

«Assemblée générale» a la signification qui lui est attribuée à l'Article 14.1;

«Groupe» désigne les Topco, Midco et Luxco et leurs filiales respectives au moment considéré et par

«Société du Groupe» l'une ou l'autre d'entre elles;

«EBITDA du Groupe» désigne les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements du Groupe tels que déclarés dans les états financiers annuels consolidés vérifiés de Topco mais en rajoutant les montants correctement attribués en tant que frais exceptionnels et dépenses d'investisseurs dans lesdits états financiers;

«Événement de Rendement du Groupe» désigne (i) la réalisation de la vente à une tierce partie, qui n'est pas une Société du Groupe, de tout le capital social émis de Midco ou de l'une de ses Filiales (autres que Findus Sverige AB ou Findus Equity Co S.à r.l et chacune de leurs Filiales respectives) ou (ii) une Vente d'actions Topco ou (iii) une Cotation;

"Accord Entre Créanciers» désigne l'accord entre créanciers daté du 19 Juillet 2013 entre, entre autre, Société Générale, Succursale de Londres comme Agent de Sûreté, Société Générale, Succursale de Londres comme Agent RCF et les Débiteurs (chacun tel que défini dans l'Accord Entre Créanciers);

«TRI» désigne le taux d'actualisation annualisé (exprimé en pourcentage) qui, dès lors qu'il est appliqué à une série de flux de trésorerie, produit une valeur agrégée actuelle nette desdits flux de trésorerie égale à zéro;

«Admission à la cote» désigne l'admission effective des actions de Topco, ou des actions de toute nouvelle société holding de Topco constituée à ces fins, ou des actions de toute autre Société du Groupe, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers «Financial Services and Markets Act 2000») ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Luxco» désigne Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., une société constituée au Luxembourg, dont le siège social est sis au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B140.337;

«PECs Management» signifie jusqu'à 1,000,000 certificats de parts privilégiées de GBP 1,00 chacun à hauteur de 25 % PIK, devant être émis par Midco à certain des Associés de la Direction au moment ou autour de la date de constitution de la Société;

«Associé de la Direction» désigne un détenteur de Parts de la Direction;

«Parts de la Direction» désigne chacune des Parts B, Parts C, Parts D et Parts E;

«Dépenses de MEP» désigne les coûts annuels permanents, frais et dépenses encourus en relation avec le régime d'actionariat de la direction du Groupe (y compris, mais sans s'y limiter, les frais par l'administration comptable et d'entretien annuelle, les coûts et dépenses relatifs à la Société, Findus Manco GP S.à r.l, Findus Manco SCA et le(s) fiduciaire (s) du RFASE de temps à autre);

«Midco» désigne Marlin 1 Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.210;

«PECs Midco Junior» désigne les certificats de parts privilégiées à hauteur de 25 %, subordonnés, non garantis émis par Midco;

«Faute» désigne quoi que ce soit de ce qui suit:

(a) la perpétration d'une faute justifiant une résiliation sans préavis en vertu de la common law (ou son équivalent dans toute juridiction autre que le Royaume-Uni);

(b) la violation grave par un employé ou un consultant de l'obligation de loyauté et de respect de la confiance envers son employeur;

(c) la perpétration de toute violation matérielle ou persistante de l'une quelconque des conditions générales du contrat de travail d'un employé ou de prestation de service d'un consultant, y compris toute négligence délibérée ou refus d'accomplir l'un ou l'autre de ses devoirs ou de se conformer à toute instruction raisonnable qui lui est donnée par le Conseil;

(d) être reconnu coupable d'une infraction pénale (autre qu'une infraction au code de la route du Royaume-Uni (ou son équivalent dans toute juridiction autre que le Royaume-Uni) pour laquelle une peine d'emprisonnement n'est pas imposée ou qui n'a pas d'incidence matérielle sur ses fonctions dans le cadre de son contrat de travail);

(e) faire l'objet d'une interdiction de toute fonction au sein de toute société en vertu de la loi en matière d'insolvabilité (Insolvency Act 1986) ou de la loi sur la destitution des administrateurs (Directors Disqualification Act 1986) du Royaume-Uni (ou leurs équivalents dans toute juridiction autre que le Royaume-Uni) ou faire l'objet d'une destitution ou d'une interdiction de faire partie de, ou faire l'objet de toute sanction disciplinaire grave, par tout organisme de régulation qui altérerait la confiance du Conseil dans le maintien de l'emploi ou de la fonction de consultation de l'individu; ou

(f) avoir agi d'une façon ayant jeté le discrédit ou entaché la réputation de toute Société du Groupe;

«NBU» désigne l'intégralité de l'activité exploitée par Frionor Sverige AB, Findus Finland OY, Findus Danmark A/S, Foodvest International AB, Lion/Gem Norway 1 AS, Findus Norge Holding AS, Findus Norge AS et chacune de leurs Filiales et l'intégralité de l'activité exploitée par Findus Sverige AB (à l'exception, pour lever tout doute, de tout actionariat dans des sociétés dont l'activité fait partie de la SBU) à l'exception, pour lever tout doute, de la propriété intellectuelle détenue par Findus Sverige AB ou Frionor Sverige AB utilisée comme faisant partie de la SBU et/ou UBU;

«Coûts d'Aliénation de la NBU» désigne les coûts, les honoraires et les frais encourus par tout membre du Groupe dans le cadre d'une aliénation de la NBU s'inscrivant dans L'Événement de Rendement de la Part B, incluant, mais sans s'y limiter, les honoraires et frais de conseils tiers en matière bancaire, fiscale, réglementaire et juridique;

«Valeur d'Aliénation de la NBU» le total représenté par (i) la contrepartie perçue pour un Événement de Rendement de la Part B correctement attribuable à la NBU (telle qu'ajustée par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) de façon à prendre en compte toute contrepartie différée, accessoire ou non liquide perçue pour l'Événement de Rendement de la Part B); déduction faite (ii) des Coûts d'Aliénation de la NBU (autres que les coûts visés et tels que reflétés dans la contrepartie perçue);

«EBITDA de la NBU» désigne les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements de la NBU tels que reportés dans les états financiers annuels consolidés et audités de Luxco en rajoutant les montants correctement attribuables tels que les frais exceptionnels et les dépenses d'investisseur dans ces états financiers;

«Admission à la Cote de la NBU» désigne l'admission effective des actions de toute nouvelle société holding de la NBU constituée à ces fins, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers (Financial Services and Markets Act 2000)) ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Pourcentage NBU» signifie [58 %] ou autre pourcentage (y compris zéro) jusqu'à un maximum de 100 %, pouvant être arrêté à tout moment par le Conseil en fonction du pourcentage que représente l'EBITDA de la NBU par rapport à l'EBITDA du Groupe;

«Cotation de la NBU» désigne une Admission à la Cote de la NBU au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins 80 pourcent de son capital social émis plus une action;

«Droit au prorata» désigne la formule suivante (exprimée en pourcentage):

$$X / (X + Y + Z)$$

Où:

X = 10 millions GBP

Y = le montant impayé total (y compris tout dividende cumulé impayé) sur les Parts B Topco; et

Z = le montant impayé total (y compris tout dividende cumulatif impayé) sur les Parts C Topco.

«Cotation» désigne une Admission à la Cote au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins un tiers de son capital social émis plus une action;

«Événement de Rendement» désigne un Événement de Rendement de la Part B, un Événement de Rendement de la Part C, un Événement de Rendement de la Part D ou un Événement de Rendement du Groupe, suivant le cas;

«SBU» désigne l'intégralité de l'activité exploitée par Findus Espana SLU, Findus Holding France SAS et chacune de leurs Filiales ainsi que la propriété intellectuelle utilisée par cette activité détenue Frionor Sverige AB;

«Coûts d'Aliénation de la SBU» désigne les coûts, les honoraires et les frais encourus par tout membre du Groupe dans le cadre d'une aliénation de la SBU s'inscrivant dans L'Événement de Rendement de la Part C, incluant, mais sans s'y limiter, les honoraires et frais de conseils tiers en matière bancaire, fiscale, réglementaire et juridique;

«Valeur d'Aliénation de la SBU» le total représenté par (i) la contrepartie perçue pour un Événement de Rendement de la Part C correctement attribuable à la SBU (telle qu'ajustée par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) de façon à prendre en compte toute contrepartie différée, accessoire ou non liquide perçue pour l'Événement de Rendement de la Part C); déduction faite (ii) des Coûts d'Aliénation de la SBU (autres que les coûts visés et tels que reflétés dans la contrepartie perçue);

«EBITDA de la SBU» désigne les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements de la SBU tels que reportés dans les états financiers annuels consolidés et audités de Luxco mais en rajoutant les montants correctement attribuables tels que les frais exceptionnels et les dépenses d'investisseur dans ces états financiers;

«Admission à la Cote de la SBU» désigne l'admission effective des actions de toute nouvelle société holding de la SBU constituée à ces fins, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers (Financial Services and Markets Act 2000)) ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Pourcentage SBU» signifie 16 % ou un autre pourcentage (y compris zéro) jusqu'à un maximum de 100 %, pouvant être arrêté à tout moment par le Conseil en fonction du pourcentage que représente l'EBITDA de la SBU par rapport à l'EBITDA du Groupe;

«Cotation de la SBU» désigne une Admission à la Cote de la SBU au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins 80 pourcent de son capital social émis plus une action;

«Obligations Senior» le montant total impayé au regard (i) des Obligations à Rendement Elevé émises par Findus Bondco SA (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (ii) des Toggle Bonds PIK émises par Findus PIK SCA (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (iii) des Super Senior RCF (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (iv) des Emprunts Obligataires Midco Senior (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (v) du principal des PECs Midco Junior et toute pénalité de remboursement anticipé, (vi) du principal des Management PECs et toute pénalité de remboursement anticipé, (vii) de toute dette de premier rang aux PIK Toggle Bonds autorisés selon les termes de l'Accord Entre Créanciers, et (viii) des autres dettes, coûts et frais de tout membre du Groupe que le Conseil pourrait arrêter de temps à autre;

«Topco» désigne Marlin 1 Limited, une société à responsabilité limitée, exonérée d'impôt, constituée en vertu des lois des îles Caymans, dont le numéro d'immatriculation est le QH-270124;

«Conseil d'Administration de Topco» désigne les conseils d'administration de Topco de temps à autres;

«Parts B Topco» désigne les parts c privilégiées remboursables à dividende cumulatif avec et sans droit de vote dans le capital social de Topco, d'une valeur nominale de EUR 0,0001 chacune, assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Parts C Topco» désigne les parts c privilégiées remboursables à dividende cumulatif avec et sans droit de vote dans le capital social de Topco, d'une valeur nominale de EUR 0,0001 chacune, assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Parts D Topco» désigne les parts privilégiées remboursables avec et sans droit de vote dans le capital social de Topco, d'une valeur nominale de EUR 0,0001 chacune, et un rendement économique maximum de 10 millions GBP (convertis en Euro au taux de GBP1,00:EUR1,2555), assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Parts E Topco» désigne les parts ordinaires E sans droit de vote dans le capital social de Topco, d'une valeur nominale de EUR 0,0001 chacune, assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Actions de la direction Topco» désigne les actions ordinaires remboursables sans droit de vote dans le capital social de Topco, sans coupon, dont la valeur nominale est de EUR 0,0001 chacune et dont le rendement économique maximum est de 10 millions GBP (convertis en euros au taux de GBP1,00:EUR1,2555), assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme

à ces derniers, et réservées à l'émission par Topco à certains membres de la haute direction et autres employés du Groupe à titre de participation de l'équipe de direction suite à l'achèvement de la restructuration;

«Actions Traçantes de la Direction Topco» désigne les actions ordinaires remboursables sans droit de vote dans le capital social de Topco, sans coupon, dont la valeur nominale est de EUR 0,0001 chacune et dont le rendement économique maximum est de 10 millions GBP au moins (convertis en Euro au taux de GBP1,00:EUR1,2555), assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers, et réservées à l'émission par Topco à certains membres de la haute direction et autres employés du Groupe à titre de participation de l'équipe de direction suite à l'achèvement de la restructuration;

«Pacte d'Actionnaires Topco» désigne le pacte d'actionnaires daté du 27 septembre 2012 (tel que modifié en date du 20 mai 2013 et modifié et reformulé en date du 19 juillet 2013, tel que successivement modifié et reformulé de temps à autre) entre, entre autres, Topco, Midco et Luxco;

«Vente d'Actions Topco» désigne une vente de toutes les actions émises de Topco, que ce soit moyennant l'exercice de droits d'entraînement ou autrement;

«Transfert» désigne une vente, transfert, offre, octroi de participation, hypothèque, gage, cession, nantissement, constitution de sûreté ou de privilège, charge, donation, apport, dépôt en fiducie, signature de toute convention de vote ou autre aliénation des actions ou de toute propriété bénéficiaire sur ces dernières, dans chacun des cas, que ce soit directement ou indirectement et au regard de la propriété légale et/ou bénéficiaire et les termes «Destinataire du transfert», «Transférant» et «Transférable» seront interprétés en conséquence;

«Acte de fiducie» désigne l'instrument fiduciaire connu sous le nom de régime fiduciaire d'avantages sociaux aux employés du Groupe Findus («Findus Group employee benefit trust») entre le fiduciaire et Topco;

«UBU» désigne l'activité exploitée par Findus Equity Co S.à r.l., Findus UK Group Limited et chacune de leurs Filiales ainsi que la propriété intellectuelle utilisée par cette activité détenue Findus Sverige AB;

«Coûts d'Aliénation de la UBU» désigne les coûts, les honoraires et les frais encourus par tout membre du Groupe dans le cadre d'une aliénation de la UBU s'inscrivant dans L'Événement de Rendement de la Part D, incluant, mais sans s'y limiter, les honoraires et frais de conseils tiers en matière bancaire, fiscale, réglementaire et juridique;

«Valeur d'Aliénation de la UBU» désigne le total représenté par (i) la contrepartie perçue pour un Événement de Rendement de la Part D correctement attribuable à la UBU (telle qu'ajustée par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) de façon à prendre en compte toute contrepartie différée, accessoire ou non liquide perçue pour l'Événement de Rendement de la Part D); déduction faite (ii) des Coûts d'Aliénation de la UBU (autres que les coûts visés et tels que reflétés dans la contrepartie perçue);

«EBITDA de la UBU» désigne les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements de la UBU tels que reportés dans les états financiers annuels consolidés et audités de Luxco mais en rajoutant les montants correctement attribuables tels que les frais exceptionnels et les dépenses d'investisseur dans ces états financiers;

«Admission à la Cote de la UBU» désigne l'admission effective des actions de toute nouvelle société holding de la UBU constituée à ces fins, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers (Financial Services and Markets Act 2000)) ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Pourcentage UBU» signifie 26 % ou un autre pourcentage (y compris zéro) jusqu'à un maximum de 100 %, pouvant être arrêté à tout moment par le Conseil en fonction du pourcentage que représente l'EBITDA de la UBU par rapport à l'EBITDA du Groupe; et

«Cotation de la UBU» désigne une Admission à la Cote de la UBU au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins 80 pourcent de son capital social émis plus une action;

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Nom. Le nom de la société est «Findus Intermediary Holdings S.à r.l.» (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger (à l'exception des Etats-Unis d'Amérique) par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement

à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à quatorze mille trente-neuf Euro et quarante centimes (EUR 14.039,40), représenté par:

- un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts A;
 - huit mille (8.000) Parts B1;
 - deux mille (2.000) Parts B2;
 - deux mille (2.000) Parts B3;
 - deux mille (2.000) Parts B4;
 - six mille (6.000) Parts C1;
 - mille cinq cents (1.500) Parts C2;
 - mille cinq cents (1.500) Parts C3;
 - mille cinq cents (1.500) Parts C4;
 - dix mille (10.000) Parts D1;
 - deux mille cinq cents (2.500) Parts D2;
 - deux mille cinq cents (2.500) Parts D3;
 - deux mille cinq cents (2.500) Parts D4;
 - cinquante-huit mille (58.000) Parts E1;
 - dix-sept mille neuf cent quatre-vingts (17.980) Parts E2;
 - dix-sept mille neuf cent quatre-vingts (17.980) Parts E3; et
 - dix-sept mille neuf cent quatre-vingts (17.980) Parts E4
- toutes nominatives et d'une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune.

5.2. Sous réserve des présents Statuts et de la Loi, mais sans préjudice aux droits attachés à toute part sociale existante, le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul détenteur par part sociale.

6.2. Chaque part sociale confère un droit de vote à son détenteur.

6.3. Sous réserve des Articles 8 et 9, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.4. Sous réserve des Articles 8 et 9, lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.5. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.6. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.7. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.8. La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi.

6.9. Les Parts B ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat de Parts B, d'un remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement de la Part B, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée Générale ou, suivant le cas, le Conseil aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Parts B conformément à l'Article 18 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Parts B. À la liquidation de la Société, les détenteurs de Parts B seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Parts B proportionnellement au nombre de Parts B qu'ils détiennent.

6.10. Les Parts C ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat de Parts C, d'un remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement de la Part C, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée Générale ou, suivant le cas, le Conseil aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Parts C conformément à l'Article 18 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Parts C. À la liquidation de la Société, les détenteurs de Parts C seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Parts C proportionnellement au nombre Parts C qu'ils détiennent.

6.11. Les Parts D ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat de Parts D, d'un remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement de la Part D, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée Générale ou, suivant le cas, le Conseil aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Parts D conformément à l'Article 18 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Parts D. À la liquidation de la Société, les détenteurs de Parts D seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Parts D proportionnellement au nombre Parts D qu'ils détiennent.

6.12. Les Parts E ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat de Parts E, d'un remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement du Groupe, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée Générale ou, suivant le cas, le Conseil aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Parts E conformément à l'Article 18 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Parts E. À la liquidation de la Société, les détenteurs de Parts E seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Parts E proportionnellement au nombre Parts E qu'ils détiennent.

Art. 7. Droits attachés aux Parts de la Direction.

7.1. Droit aux Avantages Economiques des Parts

(i) Le droit des Parts de la Direction de participer à tout Événement de Rendement sera calculé conformément aux dispositions de l'Article 8 des présents Statuts.

(ii) Sous réserve de ce qui est exposé à l'Article 6, aucune Part de la Direction n'aura d'autres droits à tout avantage économique que ce soit.

Art. 8. Distributions lors d'un Événement de Rendement.

8.1. Aliénation d'Activité

8.1.1 Lors d'un Événement de rendement de la Part B, le ou les Associés B seront réputés avoir proposé de vendre ou avoir remboursé toutes leurs Parts B et Parts E à des personnes (Société incluse) désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable, au travers desdites ventes ou remboursements, pour chaque:

- (i) Part B1 sera le Prix de Rendement de la Part B1;
- (ii) Part B2 sera le Prix de Rendement de la Part B2;
- (iii) Part B3 sera le Prix de Rendement de la Part B3;
- (iv) Part B4 sera le Prix de Rendement de la Part B4; et
- (v) Part E sera la valeur nominale de ladite Part E.

8.1.2 Lors d'un Événement de rendement de la Part C, le ou les Associés C seront réputés avoir proposé de vendre ou avoir remboursé toutes leurs Parts C et Parts E à des personnes (Société incluse) désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable, au travers desdites ventes ou remboursements, pour chaque:

- (i) Part C1 sera le Prix de Rendement de la Part C1;

- (ii) Part C2 sera le Prix de Rendement de la Part C2;
- (iii) Part C3 sera le Prix de Rendement de la Part C3;
- (iv) Part C4 sera le Prix de Rendement de la Part C4; et
- (v) Part E sera la valeur nominale de ladite Part E.

8.1.3 Lors d'un Événement de rendement de la Part D, le ou les Associés D seront réputés avoir proposé de vendre ou avoir remboursé toutes leurs Parts D et Parts E à des personnes (Société incluse) désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable, au travers desdites ventes ou remboursements, pour chaque:

- (vi) Part D1 sera le Prix de Rendement de la Part D1;
- (vii) Part D2 sera le Prix de Rendement de la Part D2;
- (viii) Part D3 sera le Prix de Rendement de la Part D3;
- (ix) Part D4 sera le Prix de Rendement de la Part D4; et
- (x) Part E sera la valeur nominale de ladite Part E.

8.2. Aliénation du Groupe

Sous réserve des dispositions de l'Article 8.3, lors de la survenance d'un Événement de Rendement du Groupe, le ou les Associés de la Direction seront réputés avoir fait une proposition de vente ou avoir effectué un remboursement de:

8.2.1 toutes leurs Parts E1 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Parts E1, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de niveau 1 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs de Parts E1;

8.2.2 toutes leurs Parts E2 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Parts E2, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de niveau 2 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs de Parts E2;

8.2.3 toutes leurs Parts E3 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Parts E3, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de niveau 3 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs de Parts E3;

8.2.4 toutes leurs Parts E4 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Parts E4, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de niveau 4 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs de Parts E4; et

8.2.5 toutes leurs Parts B, Parts C ou Parts D, suivant le cas, à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et le prix desdites parts, au travers desdites ventes ou remboursements, sera la valeur nominale desdites Parts B, Parts C ou Parts D, suivant le cas.

8.3. Pas de rendement

Toutes les Parts E qui ne perçoivent pas de rendement conformément aux Articles 8.2.1 à 8.2.4 ci-dessus seront, à la seule et entière discrétion du Conseil, annulées, remboursées ou transférées à hauteur de la valeur nominale desdites Parts E.

8.4. Contrepartie

8.4.1 Sous réserve de l'Article 8.4.2, tous les paiements au regard d'une vente ou d'un remboursement au sens du présent Article 8 pourront être effectués à l'associé correspondant en numéraire ou en emprunts obligataires non garantis aux conditions qui seront arrêtées par le Conseil (à sa seule et entière discrétion) et émis par une Société du Groupe ainsi qu'établi par le Conseil (à sa seule et entière discrétion).

8.4.2 Tous les paiements au regard d'une vente ou d'un remboursement conformément à:

(a) l'Article 8.2.1 seront effectués à ou aux associés correspondants dans les mêmes formes de contrepartie que ceux effectués au détenteurs des PECs Midco Junior au regard de leurs avoirs en PECs Midco Junior;

(b) l'Article 8.2.2 seront effectués à ou aux associés correspondants dans les mêmes formes de contrepartie que ceux effectués au détenteurs des Parts B Topco et/ou Parts C Topco au regard de leurs avoirs en Parts B Topco et/ou Parts C Topco (selon le cas);

(c) l'Article 8.2.3 seront effectués à ou aux associés correspondants dans les mêmes formes de contrepartie que ceux effectués au détenteurs des Parts D Topco au regard de leurs avoirs en Parts D Topco; et

(d) l'Article 8.2.4 seront effectués à ou aux associés correspondants dans les mêmes formes de contrepartie que ceux effectués au détenteurs des Parts E Topco au regard de leurs avoirs en Parts E Topco.

Art. 9. Transferts autorisés - Détenteurs d'Actions de la Direction.

9.1. En plus des dispositions fixées à l'Article 6.5 des présents Statuts, aucune des Parts de la Direction ne peut être Transférée par les Associés de la Direction sans le consentement écrit préalable du Conseil (lequel peut être refusé ou retardé à la seule et entière discrétion du Conseil ou être soumis à la réalisation de toute condition pouvant être imposée par le Conseil, incluant en cela, mais sans s'y limiter, le paiement par l'Associé ou par le Destinataire du Transfert de tous les coûts soutenus par la Société et/ou le Conseil dans le cadre dudit Transfert) si ce n'est:

9.1.1 lorsque requis par l'Article 8; ou

9.1.2 au représentant personnel ou aux représentants personnels d'un Associé de la Direction qui est décédé.

9.2. Un Associé de la Direction qui a, ou dont les Détenteurs Liés ou autres Destinataires du Transfert ont, suite à tout Transfert autorisé conformément à l'Article 9.1, le titre de propriété bénéficiaire sur des Parts de la Direction qui sont détenues par un prête-nom ou un fiduciaire, s'engage à faire en sorte que ledit Destinataire du Transfert respecte les dispositions des présents Statuts, lesquelles ont force obligatoire sur les Associés de la Direction, y compris en prenant tout engagement et en signant tout document que le Conseil pourrait exiger. Dans le cadre de tout Transfert autorisé au sens de l'Article 9.1, le Conseil sera en droit d'exiger les preuves qu'il estime nécessaires pour établir que ledit Transfert est autorisé au sens de l'Article 9.1 et, si le Conseil en fait la requête, pour assurer le respect par l'Associé de la Direction ou par son Destinataire du Transfert du présent Article 9.2 en obtenant un avis juridique coutumier auprès d'un conseil du Destinataire du Transfert visant à confirmer que les termes dudit engagement sont légaux, valables et juridiquement contraignants pour ledit Destinataire du Transfert.

9.3. Si toute personne, à laquelle un Associé de la Direction a Transféré des Parts de la Direction conformément aux présents Statuts cesse (à la seule et entière discrétion du Conseil) de relever de la catégorie de personnes dont elle relevait lorsque ledit Transfert a été effectué, le Destinataire du Transfert correspondant devra transférer, dans les vingt-et-un (21) jours suivant une notification écrite en ce sens que lui aura adressée le Conseil, les Parts qu'il détient à un autre Destinataire du Transfert jugé acceptable par le Conseil.

9.4. Tout Transfert ou prétendu Transfert de Parts par un Associé de la Direction ou par son Destinataire du Transfert en violation du présent Article 9 sera nul et sans effet.

Aucun Transfert de Parts de la Direction en violation du présent Article 9 ne sera enregistré dans les registre des associés de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 10. Nomination et révocation des gérants.

10.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

10.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 11. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).

Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

11.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(a) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(b) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

11.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg et qui ne peut être aux Etats-Unis d'Amérique.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B vote en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

11.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 12. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 14. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

14.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une «Assemblée Générale»).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des «Résolutions Ecrites des Associés»).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

14.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations, qui ne peut être aux Etats-Unis d'Amérique.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés. La Société ne peut devenir une société régie par les lois des Etats-Unis d'Amérique.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 15. Associé unique. Lorsque le nombre d'actionnaires est réduit à un (1):

(i) L'actionnaire unique exercera tous les pouvoirs accordés par la Loi lors de l'Assemblée générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires, à l'Assemblée générale, ou aux Résolutions écrites des actionnaires devront être lues comme des références à l'actionnaire unique ou aux résolutions de l'actionnaire unique, tel qu'approprié; et

(iii) les résolutions de l'actionnaire unique doivent être consignées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 16. Exercice social et approbation des comptes annuels.

16.1. L'exercice social commence le premier (1) octobre et se termine le trente (30) septembre de l'année suivante.

16.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes de ses gérants et ses associés envers la Société.

16.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

16.4. Le bilan et les comptes de résultat doivent être approuvés par l'assemblée générale dans un délai de six (6) mois après la fin de l'exercice social concerné.

Art. 17. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

17.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

17.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 18. Affectation des bénéfices.

18.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la «Réserve Légale»). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

18.2. Sous réserve des dispositions de l'Article 8 et en conformité avec celui-ci, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

18.3. Sous réserve des dispositions de l'Article 8 et en conformité avec celui-ci, des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

19.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

19.2. Sous réserve des dispositions de l'Article 8 et en conformité avec celui-ci, le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

20.1 Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

20.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

20.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

20.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.»

Troisième résolution

L'associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de la Société, agissant chacun individuellement, de procéder pour le compte de la Société à l'inscription (i) de l'annulation des parts C1 et (ii) de la reclassification des parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toute nature que ce soit qui incomberont à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à EUR 2.000.-

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2014. Relation: LAC/2014/29747. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098159/1584.

(140116692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Intaj Luminus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 106.296,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 185.315.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of July.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- INTAJ CAPITAL II L.P., a limited partnership established and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at 23 Buckingham Gate, London SW1E 6LB, United Kingdom and registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number LP13911, and

- INTAJ CAPITAL II (NON-GCC) L.P., a limited partnership established and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at 23 Buckingham Gate, London SW1E 6LB, United Kingdom and registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number LP13915,

here represented by Ms. Sophie Henryon, private employee, having her professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of two (2) proxies given in April 2014.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state that:

I. All the shareholders are present or represented and declare that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

II. The appearing persons are the shareholders of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established under Luxembourg law under the name of "Intaj Luminus S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 185315, established pursuant to a deed of the undersigned notary, dated February 28, 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated May 20, 2014 number 1286, and which bylaws have been lastly amended on April 23, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

III. The Company's share capital is set at eighteen thousand seven hundred twenty United States Dollars (USD 18.720,00) represented by eighteen thousand seven hundred twenty (18.720) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,00) each.

IV. The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of eighty-seven thousand five hundred seventy-six United States Dollars (USD 87.576,00) in order to raise it from its current amount of eighteen thousand seven hundred twenty United States Dollars (USD 18.720,00) to one hundred six thousand two hundred ninety-six United States Dollars (USD 106.296,00), by the creation and issuance of eighty-seven thousand five hundred seventy-six (87.576) shares (the New Shares), with a nominal value of one United States Dollars (USD 1,00) each and all vested with the same rights and obligations as the existing shares.

V. The shareholders resolve to approve the subscription of New Shares by INTAJ CAPITAL II L.P., prenamed, and INTAJ CAPITAL II (NON-GCC) L.P., prenamed.

Subscription - Payment

INTAJ CAPITAL II L.P., prenamed, duly represented by the proxyholder, declares to subscribe for sixty-nine thousand two hundred thirty-eight (69.238) New Shares and to fully pay them up at their nominal value of one United States Dollars (USD 1,00) each, for an aggregate amount of sixty-nine thousand two hundred thirty-eight United States Dollars (USD 69.238,00), by contribution in cash in the same amount.

INTAJ CAPITAL II (NON-GCC) L.P., prenamed, duly represented by the proxyholder, declares to subscribe for eighteen thousand three hundred thirty-eight (18.338) New Shares and to fully pay them up at their nominal value of one United States Dollars (USD 1,00) each, for an aggregate amount of eighteen thousand three hundred thirty-eight United States Dollars (USD 18.338,00), by contribution in cash in the same amount.

The total amount of eighty-seven thousand five hundred seventy-six United States Dollars (USD 87.576,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

VI. The shareholders resolve to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company to be read as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital is set at one hundred six thousand two hundred ninety-six United States Dollars (USD 106.296,00) represented by one hundred six thousand two hundred ninety-six (106.296) shares with a nominal value of one United States Dollars (USD 1,00) each.”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing persons, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier juillet.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- INTAJ CAPITAL II L.P., un limited partnership de droit anglais, ayant son siège social au 23 Buckingham Gate, London SW1E 6LB, Royaume-Uni et immatriculé auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro LP13911; et

- INTAJ CAPITAL II (NON-GCC) L.P., un limited partnership de droit anglais, ayant son siège social au 23 Buckingham Gate, London SW1E 6LB, Royaume-Uni et immatriculé auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro LP13915,

ici représentées par Mme. Sophie Henryon, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données en avril 2014.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des personnes comparantes et le notaire instrumentaire, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, tous les associés étant présents ou représentés et se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

II. Les comparants sont les associés de la société à responsabilité limitée établie en vertu des lois du Luxembourg sous la dénomination «Intaj Luminus S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 7, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 185315, constituée par acte reçu par Le notaire soussigné en date du 28 février 2014, publié au

Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1286 en date du 20 mai 2014 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 23 avril 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

III. Le capital social de la Société est fixé à dix-huit mille sept cent vingt Dollars Américains (USD 18.720,00) représenté par dix-huit mille sept cent vingt (18.720) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (EUR 1,00) chacune.

IV. Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de quatre-vingt-sept mille cinq cent soixante-seize Dollars Américains (USD 87.576,00) pour le porter de son montant actuel de dix-huit mille sept cent vingt Dollars Américains (USD 18.720,00) à cent six mille deux cent quatre-vingt-seize Dollars Américains (USD 106.296,00) par la création et l'émission de quatre-vingt-sept mille cinq cent soixante-seize (87.576) parts sociales ordinaires (les Nouvelles Parts Sociales), d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,00) chacune, et toutes investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

V. Les associés décident de consentir à la souscription des Nouvelles Parts Sociales par INTAJ CAPITAL II L.P., précité, et INTAJ CAPITAL II (NON-GCC) L.P., précité.

Souscription - Libération

INTAJ CAPITAL II L.P., précité, par l'intermédiaire de son mandataire, déclare souscrire à soixante-neuf mille deux cent trente-huit (69.238) Nouvelles Parts Sociales et de les libérer intégralement à leurs valeurs nominales d'un Dollar Américain (USD 1,00) chacune, pour un montant total de soixante-neuf mille deux cent trente-huit Dollars Américains (USD 69.238,00), par apport en numéraire du même montant.

INTAJ CAPITAL II (NON-GCC) L.P., précité, par l'intermédiaire de son mandataire, déclare souscrire à dix-huit mille trois cent trente-huit (18.338) Nouvelles Parts Sociales et de les libérer intégralement à leurs valeurs nominales d'un Dollar Américain (USD 1,00) chacune, pour un montant total de dix-huit mille trois cent trente-huit Dollars Américains (USD 18.338,00), par apport en numéraire du même montant.

Le montant total de quatre-vingt-sept mille cinq cent soixante-seize Dollars Américains (USD 87.576,00) a été intégralement libéré en numéraire et est maintenant à la disposition de la Société, preuve de quoi a été donnée au notaire, qui le reconnaît expressément.

VI. Les associés décident de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société qui est désormais rédigé comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social s'élève à cent six mille deux cent quatre-vingt-seize Dollars Américains (USD 106.296,00) représenté par cent six mille deux cent quatre-vingt-seize (106.296) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,00) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9197. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014098288/132.

(140117096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Oceana 71 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 145.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090440/9.

(140107667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Interassurances Pauly & Lamby s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 46.125.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quatorze,

Le trente juin,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

1) La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois «INTERPAGOS S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-5341 Moutfort, 8, Cité Ledenberg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 59.488, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, alors de résidence à Dudelange, en date du 21 novembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 353 du 4 juillet 1997, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, suivant acte en date du 29 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2940 du 18 décembre 2007,

ici représentée par son gérant unique, à savoir,

Monsieur Guy PAULY, indépendant, né le 12 août 1945 à Luxembourg, demeurant à L-5341 Moutfort, 8, Cité Ledenberg.

2) Monsieur Jacques LAMBY, indépendant, né le 29 juin 1946 à Luxembourg, demeurant à L-8030 Strassen, 79, rue du Kiem,

ci-après collectivement désignés les «associés» ou les «comparants».

Lesdits comparants ont déclaré et prié le notaire d'acter:

- Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois «INTERASSURANCES PAULY & LAMBY S.à r.l.», établie et ayant son siège social L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 46.125, constituée suivant acte en date du 29 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 56 du 9 février 1994, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, suivant acte en date du 24 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2092 du 9 novembre 2006 (ci-après la «société»).

- Que la société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 juin 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, comprenant la nomination de Monsieur Guy PAULY, préqualifié, en tant que liquidateur de la société (ci-après le «liquidateur»).

- Que l'ordre du jour de la présente assemblée, dont ils ont été préalablement informés, est le suivant (ci-après l'«ordre du jour»):

1. Approbation du rapport final du liquidateur;
 2. Renonciation au droit de nommer un commissaire à la liquidation;
 3. Approbation du pouvoir spécial donné au liquidateur;
 4. Décharge à accorder au liquidateur;
 5. Décharge à accorder aux gérants de la société;
 6. Clôture de la liquidation;
 7. Détermination de l'endroit où les livres sociaux et autres documents seront conservés pour une période de cinq (5) années à partir de la clôture de la liquidation;
 8. Divers;
- Qu'ils ont renoncé à tout droit de convocation préalable;
- Qu'ils ont adopté à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés, après avoir pris connaissance du rapport final du liquidateur, approuvent ledit rapport final, ainsi que les comptes de liquidation.

Deuxième résolution

Les associés décident de renoncer à leur droit de nommer un commissaire à la liquidation.

Troisième résolution

Les associés donnent pouvoir spécial au liquidateur de la société suite à la clôture de la liquidation, afin qu'il continue à accomplir les actions, le cas échéant et dans la mesure du nécessaire, liées à la clôture de la liquidation et en particulier, mais pas exclusivement, le paiement des factures, frais et des impôts impayés ainsi que la signature et l'envoi de la déclaration fiscale de la société qui est à envoyer aux autorités fiscales après sa liquidation, de récupérer des créances qui surviendraient après la clôture de la liquidation de la société, le cas échéant.

Quatrième résolution

Les associés donnent pleine et entière décharge au liquidateur, sans restriction, pour l'accomplissement de son mandat durant les opérations de liquidation de la société et se rapportant à celles-ci.

Cinquième résolution

Les associés donnent décharge pleine et entière aux gérants de la société pour l'exercice respectif de leur mandat.

Sixième résolution

Les associés prononcent la clôture de la liquidation de la société.

Septième résolution

Les associés décident que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq (5) ans, à compter de la clôture de la liquidation, au siège social de la société.

A cet égard, les associés mandatent Monsieur Guy PAULY, préqualifié, avec pouvoir de subdélégation, et lui donnent pleins pouvoirs pour prendre toute action ou signer tout document afin que les livres et documents de la société soient conservés à ladite adresse.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. PAULY, J. LAMBY, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 02 juillet 2014. Relation: LAC/2014/30662. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME,

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098318/82.

(140117030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Primo Gérances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5741 Filsdorf, 18, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 162.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014090474/10.

(140106961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Société de Participation Financière Dalmine Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 40.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Signature

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2014094279/12.

(140111012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Volans Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 119.042.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "VOLANS INVESTMENTS S.A.", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 119.042, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 25 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2012 du 26 octobre 2006.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 244 du 28 janvier 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les cinq mille cinq cents (5.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de cinq cent cinquante mille euros (EUR 550.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.à r.l., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 117.503, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, M. Krecké, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2014. LAC/2014/29761. Reçu douze euros (12.- €).

Le Releveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095351/54.

(140112402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2014.

ICAP Luxembourg Holdings (No.2) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 117.262.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014096007/12.

(140114334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

INTRASOFT International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2B, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 56.565.

EXTRAIT

Extrait des résolutions du conseil d'administration du 2 juillet 2014:

«Le conseil d'administration a décidé d'élire comme directeur de la société, avec pouvoir de gestion journalière Monsieur Emmanouil V. Terrovitis, né à Athènes le 12 novembre 1963, et demeurant à 27 Kolokotroni street, GR-15263 Nea Penteli Attikis, Grèce, en remplacement de Monsieur Patrick GAUTHIER

Les pouvoirs de signature de Monsieur Terrovitis sont tels que définis ci-dessous:

- assurer la gestion journalière de la société;
- faire enregistrer les statuts de la société, ses documents de représentation et toute modification y relative auprès du registre du commerce luxembourgeois, grec et roumain ou de toute autre autorité compétente,
- signer toute correspondance commerciale et, d'une manière générale, le courrier journalier de la société,
- se charger de toutes les affaires administratives incombant au siège,
- faire affilier la société à des associations professionnelles ou commerciales;
- louer du matériel ou des biens nécessaires aux activités de la société en au Luxembourg, en Grèce et en Roumanie;
- représenter la société dans tous les domaines auprès des Etats luxembourgeois, grec et roumain, du gouvernement, des autorités provinciales et municipales, de l'administration fiscale, de la sécurité sociale, des autorités douanières, de l'administration de la poste, du télégraphe et du téléphone, de l'administration des chemins de fer, des compagnies aériennes et auprès de tous les services publics, de conclure tous les accords et de prendre toutes les dispositions nécessaires ou utiles au fonctionnement de la société et signer tous contrats et engagements avec ou envers les autorités, services et sociétés susmentionnés;
- procéder à toutes les transactions concernant les paiements au titre de la sécurité sociale, des impositions fiscales, y compris la TVA, et de tous les services publics, pour quelque montant que ce soit;
- signer tous les reçus en rapport avec des sommes d'argent perçues, des lettres ou paquets recommandés envoyés à la société par la poste, les autorités douanières, l'administration des chemins de fer, les compagnies aériennes, etc.
- réclamer, prendre livraison de, et recevoir toutes sommes d'argent, tous documents et biens qui sont dus ou appartiennent à la société et d'en donner décharge d'une manière appropriée;
- préparer des inventaires de biens, afin de pouvoir établir le bilan relatif à la société, et d'assurer que toutes les obligations légales en matière de législation sociale, fiscale et comptable soient respectées;
- souscrire les polices d'assurance nécessaires à l'activité du siège;
- représenter la société dans toutes procédures légales, en ce compris, à titre non limitatif, l'inscription de la société au registre de commerce, au journal officiel grec, auprès des autorités de la TVA, et
- déléguer un ou plusieurs des présents pouvoirs à des employés de la société ou à toute autre personne désignés par les représentants légaux pour toute période de temps à déterminer par les représentants légaux.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096052/40.

(140113778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.